

# Carteion. S. G.

per<sup>e</sup> Année.

Histoire diplomatique (Sorel). H	
— id. — id. (Pigeonneau) 5.	
— id. — id. (Conf). . . . . 4.	
Droit des gens (Cours). . . . . 4.	
Droit international (Conf). . . 5.	
Législation commerciale . . . 6.	
— II <sup>e</sup> Année —	
Géographie et Ethnographie . . 3½	
Histoire diplomatique . . . . . 5½	
Droit des gens (Conf). . . . . 4.	
Droit international (Cours). H	
Statistique et affaires Comm <sup>tes</sup> . 5.	
Géographie économique . . . . . 5	
Économie politique . . . . . 5.	
Allemand. . . . . 5, 5.	

1882

## Travaux.

Pour M <sup>r</sup> Sorel. . . . .	4¼
Pour M <sup>r</sup> Renault . . . . .	4½

## Compositions.

Pour M <sup>r</sup> Sorel. . . . .	5½
Pour M <sup>r</sup> Renault . . . . .	H.





L<sup>1</sup>/<sub>4</sub> expédition  
travail à remettre à M<sup>lle</sup> Saug  
Monsieur Toret.

L'émigration en Allemagne  
pendant la Révolution Fr.

analyse un peu hâtive de l'ouvrage de  
M. de la Rochelle - D<sup>e</sup> G. G. Miquel  
et de la suite et du résumé de la 1<sup>re</sup> partie

M. l'auteur pourra par la composition  
qu'il peut mieux faire.

Rene Lasserre

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Juin* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Histoire diplomatique (1830 à nos jours)*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Sorel*

M *Carteron* élève de *1<sup>re</sup>* année.

NOTE :

*4*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *23 Juin* 188*8*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Histoire diplomatique (1648-1789)*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Bigeonnneau*

M *Carteron* élève de *1<sup>re</sup>* année.

NOTE :

*5*

OBSERVATIONS

*Question — Le Traité de Paris 1763.*

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*B. Bigeonnneau*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

*juin 1882*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Histoire diplomatique (1648-1789) Conf. II*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. de Ferrari*

M

*Carteron*

élève de 1<sup>re</sup> année.

NOTE :

*4.*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

*S. de Ferrari*

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

*Juin 1882*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Droit des Gens (Cours)*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M<sup>r</sup> Feuck Breutans*

M

*Carteron*

élève de 1<sup>re</sup> année.

NOTE : *4*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

*H. Feuck*



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 Juin 1882.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Droit international Conf.

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Renaud

M Carteron élève de 1<sup>re</sup> année.

NOTE : 5

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Renaud

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

*Janv* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Législation commerciale*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Lyon-Caen*

M

*Carteron*

élève de *1<sup>re</sup>* année.

NOTE : *6*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*M. Lyon-Caen*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *21* *juin* 188*3*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Géographie et ethnographie*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*Gaidoz*

M *Cartieron* élève de *2<sup>e</sup>* année.

NOTE : *3 1/2*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*H. Gaidoz*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du juin 1882.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire diplomatique

NOM DE L'EXAMINATEUR

Sorel

M Carteron élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE :

5 1/2

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Alfred Saur

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *juin* 188*3*.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Droit des gens. (Conférences)*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M<sup>r</sup> Junck - Brentano*

M *Carlieron* élève de *2<sup>e</sup>* année.

NOTE : *4*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

*M. Junck*

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 juin 1883.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Droit international (Cours)

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Renault

M. Carteron

élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE :

4

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Renault



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du juin 1883

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Statistique et affaires commerciales

NOM DE L'EXAMINATEUR

M<sup>r</sup> Levasseur

M Carteron élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE : 5

OBSERVATIONS

Question : Origines de la statistique

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

E. Levasseur

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *22 Juin* 188*3*.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Géographie économique*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M<sup>r</sup> Pigeonneau*

*M Carteron*

élève de *2<sup>e</sup>* année.

NOTE :

*5*

OBSERVATIONS

*Question - Le Gabon et le Congo.*

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*M<sup>r</sup> Pigeonneau*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *juin* 188*3*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Economie politique*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M<sup>r</sup> Cheysson.*

M *Carlieron* élève de *9<sup>e</sup>* année.

NOTE : *5*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*Cheysson*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du Juin 1883

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Allemand

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Lauer

M Carteron élève de 2 année.

NOTE : 5.5

OBSERVATIONS

Parle presque couramment; traduit bien.

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

J. Lauer



## Plan projeté mais non exécuté.

- I Départ des Emigrés - des Princes - des Constitutionnels.  
Essai d'organisation d'une armée et demande  
de secours à Vienne par Calonne
- II Déclaration de Pillnitz - Menées jusqu'à  
la Mort du Roi. Lutte contre la république  
jusqu'à la Constitution de l'an III.
- III Du Directoire à la Dissolution de  
l'armée de Condé. Etat des Partis en  
l'Intérieur avant le 18 Brumaire.
- IV Derniers efforts des Emigrés malgré les  
victoires de la France, complots contre  
le Premier Consul
- V Les Emigrés royalistes sous l'Empire.  
Les Prosrits. 1814.

fait en faveur du malheureux Louis XVI  
 et de l'infortunée Marie-Antoinette, et  
 les intérêts mesquins souvent même les  
 petites qui décident l'émigration.  
 Une chose est consolante en ces débats : à  
 quelque drapeau qu'on appartienne, c'est  
 aujourd'hui le patriotisme qui guide les  
 adversaires ; ceux qui accusent reprochant  
 d'avoir porté les armes contre la France,  
 ceux qui accusent déclarant qu'alors  
 la patrie ne faisait qu'un avec le roi,  
 et que la noblesse croyait combattre  
 des factieux, et les pires ennemis de l'État.  
 Volontiers ils prendraient pour devise ce  
 vers que le Grand Corneille a placé dans  
 la bouche de Sertorius :

« Rome n'est plus dans Rome, elle est tout où  
 je suis »

La chute de la Bastille était le commen-  
 cement d'une Révolution, elle fut  
 aussi le signal de l'émigration. On  
 comprit que l'édifice social voulait  
 avec les murailles de la vieille forteresse,  
 car si la postérité est un juge compétent





5 1/2 Mlle Saug  
Pour M. Loeu. Rene Carteroy.

## La Révolution de 1830.

d'une

La Révolution de 1830, provoquée par les fameuses ordonnances de Monsieur de Polignac, et qui furent ~~très mal préparées pour avoir quelque chance de succès en cas d'insuccès~~, eut pour résultat extérieur d'entraîner l'œuvre de quinze années de sagesse et de la plus habile diplomatie. Sans se prononcer sur ses conséquences intérieures qui furent de substituer une ère de bouleversements dans un sens tantôt libéral, et tantôt autoritaire à un régime parlementaire solidement établi et fonctionnant avec dignité, on peut dire qu'elle eut les plus fâcheux résultats pour notre situation en Europe.

Le Gouvernement de la Restauration poussé d'abord par un entourage, moins raisonnable que le souverain lui-même, et plus royaliste que le roi, a pu commettre bien des fautes à l'intérieur, mais quant à la politique extérieure, il faut avouer que deux fois ses adversaires causèrent à la France un mal irréparable.

Au commencement du règne de Louis XVIII, comme à l'époque où son fils Charles X prit la route de l'exil, les libéraux unis aux bonapartistes en acclamant l'empereur au 20 mars et le drapeau tricolore en juillet détruisirent l'œuvre de la diplomatie.

Examinons la situation dans laquelle se trouve après la Restauration la France, nous comprendrons mieux ensuite qu'elle sera l'influence de la Révolution sur la lourde tâche qui incombera à la monarchie de juillet.

À la suite des ordonnances, le cabinet des Tuileries était en si bons termes avec les puissances ambitieuses, qui pourraient douter l'alliance pouvait nous valoir une extension territoriale que Monsieur de Polignac



certainement  
beaucoup

ennemi, collaborateur

Mais l'imaginaire était peut-être un peu considérable trop vite car le moment était venu de réaliser les vastes desseins de Louis à Monsieur de Chateaubriand et aux partisans de la politique brillante en Europe. L'alliance de la Russie, que jusqu'alors on avait attendue sans la solliciter, conduite recommandée et pratiquée surtout par M<sup>r</sup> de La Ferronnays, élève de Monsieur de Richelieu, pendant sa longue ambassade à Pétersbourg et son trop court passage aux affaires, sous le ministère de Martignol avait failli se réaliser.

La Russie qui ne demandait rien, nous avait, il est vrai, devancés à Pétersbourg auprès du czar. Mais elle le devait surtout à la parenté des souverains, Nicolas ayant épousé la fille de Frédéric Guillaume III, et aussi au plan vraiment trop gigantesque auquel Monsieur de Polignac doit la magnifique légende qui s'attache à son nom en diplomatie.

Ainsi donc, sans être au moment de réaliser le rêve des frontières naturelles, notre situation était telle en Europe qu'après avoir eu une politique active qui nous fit intervenir en Espagne 1823 et en Hongrie 1828 nous avions recueilli aux yeux de sympathies pour pouvoir braver la mauvaise humeur britannique et planter notre pavillon là où avait échoué Charles Quint.

#

La providence menagea cette satisfaction à la Restauration: elle recueillit avant sa chute les avantages de son excellente politique extérieure, en donnant l'Algérie à la France.

Et édifiée, ébauchée à Aix-la-Chapelle, continuée dans le congrès de Schybach et de Vienne et qui approchait enfin de son couronnement fut renversée de fond en comble par les "Trois Glorieux", jumeaux de Juillet.

Or la monarchie légitime disparaissait toute





très bien

2

moment, il semble que ce fut le sort de cette  
malheureuse nation de nous servir d'allié indirect  
dans deux de nos grandes crises nationales :  
pendant la première phase des guerres de la  
révolution en éloignant de nos frontières une partie des  
forces des coalisés et en 1830 en les occupant encore.  
Le sang le plus précieux de ce pays a coulé à côté de  
notre dans les derniers grands combats de l'Empire,  
nous lui devons donc une certaine reconnaissance. Il  
eut un temps en 1863 où l'intérêt que nous lui portons  
nous fut bien funeste, mais il est beau de savoir être  
reconnaissant, et quoique le sentiment n'ait pas de  
place en politique, on reproche cruellement à quelques  
uns de n'en pas avoir.

Malheureusement  
Pendant Nicolas notre allié, devant notre plus  
implacable ennemi, il nous suscite tous les ennemis,  
il détourne de nos ambassadeurs, refuse de reconnaître  
le roi des Français : tout est rompu avec la Russie.

Louis Philippe ; qu'on s'est plu à opposer à  
Guillaume III d'Angleterre, se voyait dans la situation  
absolument opposée ; le roi d'Angleterre avait à  
prendre la direction d'une coalition contre Louis XIV  
et Louis Philippe à reconcilier ses sujets exaltés  
avec tous les souverains du continent.  
Suivons le dans cette œuvre de <sup>bonne</sup> ~~difficile~~ ~~temporisation~~ : et

Les Belges avaient donc secoué le joug de la  
maison d'Orange aux chants de la Brabançonne,  
ils se tournaient vers la France prêts à être incorporés  
à son unité. Le roi quoique au courant <sup>des</sup> tradi-  
tions de la Politique française, et malgré la popu-  
larité que lui donnerait l'annexion de ce pays, non  
seulement refuse d'accepter les Belges pour sujets, mais  
menaçait les susceptibilités de l'Europe en refusant  
à son fils le duc de Nemours, élu roi des Belges,  
d'accepter cette couronne. Cette politique était sage  
ou a pu la dire timide, elle n'était peut-être que



réflexion. Tout autrement, c'eût été le boudoir aux  
l'Angleterre. Seule la Grande Bretagne semblait avoir  
considéré notre révolution sans trop d'épouvante. Elle  
avait vu dans ces événements une extension du régime  
parlementaire, et une certaine analogie avec sa  
révolution de 1688. Elle pouvait peut être nous servir  
d'Introduit en Europe.

Le roi eut donc raison de braver l'opinion publique  
dans ses ambitions et même dans ses préjugés. En  
effet, quand le moment vint de régler les affaires de  
Belgique dans une conférence réunie à Londres pour  
s'occuper de la paix, il fit choisir de M<sup>r</sup> de Talleyrand  
pour représenter le nouveau régime. Le prince de  
Bismarck avait déjà fait reconnaître la dictature, la  
Restauration, il ne fut donc pas embarrassé pour  
se présenter au nom du Gouvernement de Juillet et  
fit passer à la France la situation qui lui était due.  
La Belgique fut reconnue indépendante, elle eut roi  
Léopold de Saxe-Cobourg candidat de l'Angleterre qui  
épousa au château de Lampeigne Louise d'Orléans  
fille de Louis-Philippe. 1832

Le nouveau Souverain devait cependant avoir  
bien de l'attrait pour la Belgique, il y avait fait  
ses premiers armes à Jemmapes. Le sacrifice lui fut  
donc d'autant plus honneur.

En même temps que de la modération, on montre une  
certaine fermeté. On invente le principe de l'Non Inter-  
vention, qui interdit de se mêler des affaires intérieures  
d'un autre Etat sans peine de voir la France s'ingérer  
aussi en la matière.

L'armée française qui semblait devoir recommencer  
la lutte d'autrefois entre en Belgique en 1830 comme  
en 1832 pour empêcher les volontés de l'Europe,  
imposant une cruelle mortification aux Français.  
Le siège d'Anvers releva en même temps l'état de  
nos armes. 1832



l'Autriche, gouvernement d'ancien régime) et  
où Metternich fait donner la compression après  
avoir vu d'un très mauvais œil les événements de  
Paris ne vous fera bientôt plus trop mauvaise figure.  
Pour son ministre d'agriculture, la différence est peu  
considérable entre Rayer-Lollard et Danton, elle est  
donc plus faible encore entre Mousnier de Martignac et  
Odilon Barrot. En outre la bonne entente entre la  
Russie et la France qui était chose faite sous Charles X  
s'est transformée en inimitié, et semble à jamais  
ancrée. Vos ambassadeurs seront souvent mal-  
vus et la troisième femme de Metternich aura des  
apostrophes un peu vives <sup>à l'adresse de</sup> ~~pour~~ M<sup>lle</sup> de Saint-Alban.  
La cause la modération de Louis Ph produira ses  
fruits.

La Prusse avait tremblé pour la Pologne, son  
souverain et Nicolas marchaient la main dans  
la main; c'est avec jalousie qu'elle avait vu nos  
marches en Belgique - Elle en profitera <sup>de nos visées ambitieuses</sup> pour  
travailler à l'assimilation complète et rapide des  
provinces rhénanes. Vous pourrez par de bons  
pouvoirs nous rapprocher d'elle vers 1836 ou 1837  
au moment du mariage du duc d'Orléans, qui fut  
très bien reçu à Berlin. Mais son souverain est  
toujours l'homme de Brestau en 1813.

L'Italie déjà bien agitée, va fermenter de  
plus en plus; on se battra dans le Romagne,  
les Autrichiens interviendront à Parme, à Modène,  
les Français à Ancone. La révolution sera survenue  
les aspirations libérales et nationales.

Elle n'eût que peu d'influence en Espagne; et de  
côté la branche cadette ne fut pas trop touchée.  
Pour nous résumer; constatons que les passions qui  
éclataient en France en 1830 auraient pu mettre le  
feu à toute l'Europe. Votre pays eût la bonne  
fortune de tomber sur un roi sage, qui par un



mélange de modulation et de fermeté apaisa peu à peu tout le monde. Néanmoins toute alliance avec les deux puissances ambitieuses, la Russie et la Prusse devint impossible et par conséquent tout accordement territorial en Europe le fut aussi.

Le seul avantage que nos frontières eurent à cette <sup>Révolution</sup> ~~avantage~~ fut la disparition de la "Scutinelte avancée", qui s'appelait le royaume des Pays-Bas et l'isolement de fortresses que notre vainqueur avait contribué à élever en 1815. Modifications heureuses sans doute, mais qui ne valaient pas l'alliance russe irrémédiablement perdue.

Rene Carbery

bien, merci — travail fort diligenter. M. Carbery a traité le sujet et l'a bien compris.

sympathies que la France inspirait à l'Europe  
comment le peuple aussi tant de  
les parties  
La tâche du nouveau gouvernement que celle que l'Europe  
avaient. fonde "considéraient comme la meilleure des  
républiques", ne fut guère connue au dedans jusqu'  
au ministère de Casimir Périer, mais au dehors  
elle fut autrement pénible!

Que de prudence et de ménagements ne fallut-il  
pas! L'opinion publique était exaltée chez nous et  
nos voisins étaient frémissants. La France n'avait  
en 1792 et s'imaginait que l'Europe n'avait pas  
marché depuis lors. Les couplets de la "Polonoise"  
se mêlaient avec ceux de la "Marseillaise" dans  
les rues de Paris, et tout ce <sup>français</sup> ~~français~~ ne rêvait que  
l'indépendance des peuples. Les libéraux de l'époque  
ne demandaient pas qu'on se renfermât dans ses  
frontières, qu'on abdiquât toute influence au dehors.  
La Révolution, qui avait chassé Charles X s'était  
faite plutôt enrou contre les odieux traités de 1814  
que contre la violation de la Charte. On s'imagi-  
nait que les Bourbons étaient rentrés dans le  
"sarcophage de l'étranger", et on cherchait un prétexte  
pour les renverser. Si l'émulation pouvait réfléchir  
c'est Napoléon II qu'elle aurait réclamé à Vienne  
et non pas Louis Philippe qu'elle eût reconnu à  
l'Hotel de Ville. Il dut prendre le titre de "Roi  
Patriote", parce que la Révolution était née de  
sentiments patriotiques et d'un pays déjà confus  
et dont on n'apercevait plus que les grandeurs.

Le souverain va avoir un singulier rôle à  
jouer: à Paris il sait qu'on le choisit, quoique  
Bourbon, et il fera disparaître jusqu'aux fleurs de  
lys de ses voitures; pour être reconnu par les  
puissances il se présentera en revanche avec son  
titre de Bourbon. Mais l'Europe savait connaître  
la situation, elle ne se laissa pas tromper.

Le bon était sorti des barricades, comment



La Sainte Alliance, comment les Souverains qui s'étaient juré de faire respecter le principe de la légitimité pouvait-ils s'admettre.

Alexandre aurait encore mieux, qu'il aurait aspiré sans doute à reprendre son rôle de roi des rois et à recommencer une nouvelle croisade. Nicolas quoiqu'un aussi imbécile que son frère des doctrines de la Sainte Alliance, était plus pratique, il comprit que sans aller la chercher en France, cette révolution lui fournirait de l'occupation en Pologne. Sans doute sans cette crainte la malveillance la plus accrue se serait transformée en armement et en procédés offensifs contre la France. Les armées étrangères virent l'arme au bras chez elles parce qu'elles sentaient que les événements de Paris allaient avoir un contre coup.

La barrière contre la France n'en fut pas moins vaine, mais il parut prudent d'attendre <sup>les intentions</sup> ~~le~~ le nouveau gouvernement français.

La fusillade avait à peine à Paris, et déjà les peuples se soulevaient partout où le sang de Vienne à violé leur souveraineté ou méconnu leurs traditions: La Belgique proclame son indépendance, elle se sépare des Pays-Bas, royaume protestant, qui avait voulu lui imposer sa langue et étouffer ses vieilles franchises communales. La Pologne, à laquelle le czar Alexandre avait promis une constitution législative et qui gémissait sous le joug du grand duc Constantin fait trembler ses trois ravisseurs et surtout le Prusse qui s'est adjugé le plus gros part.

En donnant le signal contre les principes proclamés à Vienne, en détruisant le trône légitime, notre pays avait donné l'exemple de la rébellion. Il avait donc la responsabilité de ces événements, d'autant plus que tous ces révolts se savaient soutenus par l'opinion publique en France.

L'insurrection de Pologne nous fut profitable à ce





Rene Cartier

Leçon de choix, 2e. Des conditions et des Effets de la Naturalisation  
pendant l'absence d'un Français à l'Étranger.  
Défaut d'opinion.

4.

Le grand principe qui s'empare aujourd'hui en France, et généralement en Europe, est qu'on est libre de changer de Patrie. Les gouvernements après les mesures les plus restrictives ont enfin compris que cette liberté d'aller et de venir, proclamée par la révolution ne devait pas être un vain mot et que la civilisation moderne avec ses intérêts multiples des nations devait exiger qu'elle s'étendit à tous les États. - Sous l'ancien régime, la France comme tous les autres pays pratiquait une sorte de droit d'allégeance, en vertu duquel on était lié à la « mère Patrie ». Les principes ont disparu à la Révolution et nous avons contribué à les répandre en Europe. Cette idée d'indépendance à l'égard du pays d'origine. Cette dernière n'a pas triomphé immédiatement car le lien d'allégeance n'a disparu en Angleterre qu'en 1870.

Aujourd'hui le Français qui veut changer de nationalité a deux législations à consulter. 1) celle du pays dont il veut devenir régnicole, et elle varie dans chaque État 2) <sup>il doit, cependant,</sup> il n'est pas dans un des cas où la naturalisation entraîne des difficultés.

C'est l'art 17 du Code Civil qui sert de Base en cette matière. Il est ainsi conçu :

« La qualité de Français se perdra 1) Par la naturalisation acquise en pays étranger 2) par l'acceptation non autorisée par le chef de l'État de fonctions publiques confiées par un gouvernement étranger 3) par tout établissement fait en pays étranger sans esprit de retour.

Ces sont les cas dans lesquels un Français perd sa qualité de Français. 1) Un acte aussi important que l'est la naturalisation doit bien être assimilé à ceux pour



lesquels on exige le <sup>l'âge de la</sup> Majorité, et ce fait en France on exige que le signataire soit majeur et libéré du service militaire pour s'y opposer. Il doit donc en être de même par voie de Réciprocité. D'autre sans avoir été dit cela d'accord avec la dernière évidence du respect que <sup>jurisprudence</sup> la loi française professe pour la faiblesse du mineur, quand au risque de rompre l'Unité d'une famille, elle décide que la naturalisation du père n'a aucun influence sur la nationalité ~~de~~ de l'enfant, pas plus que sur la femme mariée, qui ne suit la condition de son mari, qu'une seule fois; en s'épousant.

Et puisque nous voilà amenés à parler de la femme, il faut dire que sa naturalisation serait nulle, si elle avait pour but d'échapper à la tutelle maritale ou d'obtenir par exemple le Divorce alors que la loi française ne reconnaît que la Séparation de Corps. C'est le cas résulte de la fameuse affaire de la Princesse de Beauharnais. S'adressant à une de ces petites principautés Allemandes (Saxe-Altenbourg) où les formalités de naturalisation ne sont pas nombreuses, ni surtout les ~~de~~ stages fort longs, elle se fit naturaliser Saxonne et les tribunaux de ce pays prononcèrent son Divorce. L'affaire se continua devant les tribunaux Belges à cause de vents de propriétés et le tribunal de Mons, après une consultation du célèbre Jurisconsulte Allemand Mousnier Plunski, déclara que ~~la~~ la princesse avait obtenu valablement sa naturalisation et Divorce. Le jugement fut ensuite cassé par la cour, et l'opinion en France est unanime pour reconnaître que l'arrêt de cette dernière a été juste.

L'extension du service militaire est un cas de grande difficulté à ce sujet. La règle qui prévaut en France où on n'admet pas les étrangers dans l'armée, sauf dans la Légion étrangère, est qu'une fois inscrit sur la liste de Recrutement, on lui appartient. Dans le cas <sup>le Français le demandeur naturalisé</sup> de ~~la~~ ~~l'extension~~ ~~militaire~~ ~~le~~ ~~relaxer~~ ~~ou~~ ~~de~~ ~~l'extension~~



entre les mains de la justice française, ce qui n'est guère  
raisonnable puisqu'on ne livre plus les Déserteurs, une  
question préjudicielle se poserait, et la question de natura-  
lisation serait débattue devant les Tribunaux de droit  
commun avant que les conseils de guerre pussent  
statuer.

La France ne reconnaît pas le droit d'imposer à ses  
nationaux une nationalité qu'ils refusent. comme nous  
le verrons tout à l'heure.

Vous avons couru pour la fin de ce premier article  
le fameux décret du 26 août 1811 qui dit art 1) Aucun  
Français ne peut être naturalisé en pays étranger sans notre  
autorisation. . . . . Il ajoute que ceux qui s'en sont obtenus  
auront le droit de posséder et de succéder en France, que leurs  
enfants n'auront qu'à remplir les formalités de l'art 10  
pour être réintégrés dans leur qualité de Français, et qu'ils  
pourront recueillir la succession paternelle.

Ce décret Impérial dirigé contre les Français cherchant à  
échapper à la conscription est absolument inconstitutionnel  
mais les ~~mêmes~~ droits de même genre et de la même époque  
qui ont été abolis non abrogés par une jurisprudence constante  
sont tombés en désuétude. C'est pour cela que nous  
en tenant à l'état de choses actuel, nous n'en parlons  
que maintenant.

Aujourd'hui dans la pratique, à part les quelques cas  
indiqués : tout Français a le droit de se faire natura-  
liser à l'étranger, le service militaire est le principal obstacle à cette liberté.  
La seule convention que la France ait passée sur la  
matière est avec Genève 1879. Voici son sens :  
« Les fils de Français naturalisés Suisses seront  
considérés comme Français jusqu'à leur 22<sup>e</sup> année.  
Ils feront leur déclaration à cette époque. S'ils veulent  
entrer dans l'armée française ou dans une école française  
ils pourront opter plus jeunes et conformément, leur option  
quand ils arriveront à leur 22<sup>e</sup> année ».

Cette convention est bonne et devrait servir de type à



beaucoup d'autres.

Chaque Etat impose les conditions qui lui plaisent pour admettre un étranger dans son sein. Tantôt, c'est un stage plus ou moins prolongé; parfois comme en Allemagne, une situation de fortune permettant de vivre honorablement, presque toujours de bons antécédents. En Suisse avant la dernière législation ~~fédérale~~ qui a donné <sup>donné</sup> à la Confédération le droit d'accorder la naturalisation, les cantons abusant de leur prérogative d'une façon scandaleuse. Une minime somme d'argent, sans déplacement suffisait. Shaffhouse distinguait surtout dans ce genre. Plusieurs fois la France et la Prusse, notamment après l'annexion de Frankfort, se refusèrent à admettre de pareilles naturalisations. Aux Etats Unis, c'est un simple vœu après un stage de trois ans. Ordinairement c'est le Pouvoir Exécutif qui est chargé de l'accorder, parfois le Pouvoir législatif.

Il est bon de dire que la Nationalité Roumaine par exemple, accordée à titre honorifique ne modifie nullement la nationalité d'origine.

2) par l'acceptation non autorisée du Chef de l'Etat de fonctions publiques confiées par un Gouvernement étranger.

Dans la pratique, ce cas se présente rarement, presque tous les pays exigent que les fonctionnaires publics soient de nationalité. Vous avez cependant sous les yeux, l'exemple d'un Français occupant une haute situation en Chine et auquel le ministre des affaires Etrangères a annoncé qu'il fallait opter entre cette situation et sa nationalité Française.

Un exemple bizarre est le suivant: Une jeune des Français, <sup>d'application</sup> demeurée en Alsace-Lorraine, n'est pas devenue Allemande. Mais les Allemands la reconnaissent comme un des leurs. Il peut donc être nommé député par les électeurs et il est le jour où il sera nommé député <sup>de la Prusse</sup> par ses électeurs que la loi Française le reconnaîtra Allemand.

Vous passons sans insister les conditions de l'acquisition d'une nationalité étrangère par suite d'annexion; parce que autant de traités, autant d'avis différents.





3) Tout établissement fait en pays étranger sans esprit de retour.

constatons tout d'abord, qu'en général les Français ont l'esprit de retour. Les établissements de commerce ont en outre toujours considérés comme permettant l'esprit de retour. La question de savoir si l'esprit de retour existe ou non variera ordinairement de circonstance en fait. Vous avez surtout de grandes difficultés sous ce rapport avec les états de l'Amérique du Sud, spécialement avec le Vénézuéla. Ayant besoin de peupler leur immense superficie, ces états nouveaux naturalisent de droit la plupart des immigrants. Il suffit que ces derniers acquièrent un immeuble ou épousent une femme de pays pour qu'ils & leur <sup>leur nationalité</sup> imposent. De là de grandes difficultés, et nos réclamations sont fondées parce que notre législation n'agissant pas de même à leur égard. Les Anglais au contraire, sous le Statut réel est beaucoup plus exigeant que le notre vis-à-vis avec moins de fondement.

Les effets de la naturalisation du Français ont considérablement variés; Voyons d'abord pour le Bien. La révolution obéissant à un sentiment de générosité exagérée ne se contenta pas d'abolir les honteux droits d'habaine et de distraction déjà flétris par Montesquieu, elle accorda aux étrangers les mêmes droits qu'aux Français; le Code établit le régime de Réciprocité, et enfin la fameuse loi de finance de 1819 autorisa les étrangers à suzerain en France sans réciprocité.

Elle a été la situation des étrangers.

Les anciens Français ~~qui le Code sous le rapport des biens assimilait aux étrangers ordinaires~~ virent leur situation modifiée par le décret du 26 août 1811

ceux qui ont obtenu l'autorisation : jouissant du droit de posséder, de transmettre des propriétés et de succéder, quand même les sujets du pays où ils sont naturalisés, ne jouiraient pas de ces droits en France.

Tout Français naturalisé sans notre autorisation encourra



la perte de ses biens qui seront confisqués: il n'aura plus le droit de succéder, et toute les successions qui viendront à lui échoir passeront à celui qui est appelé après lui à les recueillir pourvu qu'il soit régulier. Il a qui est encore plus rigoureux: les Français ayant pris un service quelconque auprès d'une puissance étrangère ne pourront entrer en France qu'avec notre permission spéciale.

Les dispositions rigoureuses sont tombées en désuétude. Les anciens Français sont traités comme tous les étrangers en vertu de la loi de 1819.

Un point de vue historique, c'est aussi le décret du 5 avril 1809 qui déclare passible de la peine de mort tout Français <sup>naturalisé</sup> ayant porté les armes contre son ancienne patrie.

art 21, reproduit Ils doivent quitter l'armée étrangère, rentrer en France et à peu près sauf le présenter dans le délai de trois mois, à compter du jour des premières hostilités devant le procureur des tribunaux de première instance pour y requérir acte de leur présence. Les avis sont très partagés à ce sujet, il est évident que si au moins les sentiments l'ancien Français ne doit pas marcher dans des rangs ennemis de son pays. Mais il vaut mieux rester fidèle jusqu'à la mort que de changer de patrie; &

L'art 18 facilite au Français qui a perdu sa nationalité les moyens de la retrouver. Il lui suffira de rentrer en France avec l'autorisation du chef de l'Etat, de déclarer qu'il veut s'y fixer et de renoncer à toute distinction contraire à la loi française, comme certains droits de noblesse. Les enfants, <sup>même</sup> mineurs restent français, la femme reste française.

La femme française qui s'est 19 condamnée à devenir étrangère en épousant un étranger, recouvrera la qualité de Française en devenant veuve, pourvu qu'elle réside en France ou qu'elle y rentre. Les enfants de cette dernière s'appliquent un projet de loi déposé au Sénat, le

semaine dernière, pourraient opter avant leur majorité pour entrer dans une voie du Gouvernement.

On voit donc que les principes modernes de ~~change~~ permettant de changer de patrie, évitant qu'on se soit en même temps deux patries demandant des choses contradictoires sont à peu près triomphants. Il y a encore des anomalies mais elles tendent à disparaître: Longtemps la femme française épousant un Anglais se trouvait sans nationalité ce qui est un tort. cela a changé en 1870.

Longtemps aussi l'enfant de parents français né en Angleterre était revendiqué par les deux pays. La Grande Bretagne ne réclame plus aujourd'hui une de ces enfants qui restaient dans leur pays d'origine. On est donc sous ce rapport dans une voie d'entente et de progrès.

Rene Lasteroy

Pour donner un exemple de difficultés que peut soulever l'acquisition d'une nationalité: On se voyant en un enfant naturel, qu'il a reconnu & fait naturaliser Espagnol. L'enfant pourra-t-il succéder aux meubles en France?



travail à remettre à  
Monsieur Renault.

Modifications entraînées par  
l'Union de la Savoi et de Vile.

Pierre Lacroix

Rene Carveroy

Modifications qu'entraîne une  
annexion - Réunion de la Savoie  
et du comté de Villes à la France.

L'Italie, cette terre où naquit la Renaissance,  
qui fut au Moyen Âge à la tête de la civi-  
lisation dut à son fractionnement en petites  
républiques municipales de ne pas devenir à  
la même époque que la France, que l'Angle-  
terre ... un seul et grand Etat. Après la  
disparition des grands Papes tels que Jules II  
et Léon X, elle avait été livrée aux ambitions  
des maisons de Bourbon et de Habsbourg, si  
bien qu'on a pu dire qu'elle a été un champ  
ouvert à une lutte d'influence entre la France  
et l'Autriche. A de rares exceptions près,  
telle que celle du gouvernement de l'archiduc  
Léopold en Toscane sur la fin du 18<sup>ème</sup>  
siècle, ces états autrefois si prospères étaient  
fort mal administrés quand éclata la Révo-  
lution française. La péninsule entière tomba  
successivement sous notre domination. Après

H 1/2  
Ses un pour  
pour son les de  
L ne pas de  
à dégoûter la  
espérance



en avoir formé des républiques à l'instar  
de la nôtre; on y tailla des royaumes, et  
surtout des départements français. La conquête  
funeste fléau en général fut profitable aux  
Italiens. Elle leur apporta avec notre adminis-  
-tration l'idée de ce que peut faire un grand  
peuple homogène et régi par des institutions  
modernes. Quand il leur fallut endosser à  
nouveau en 1815 la livrée autrichienne,  
s'agenouiller devant le Pape et obéir aux  
Bourbons, on aurait pu prévoir qu'on  
construirait un édifice bien fragile!

Seul un état était satisfait de ses maîtres,  
un royaume de peu d'étendue qui allait  
modifier peu à peu ses institutions au point  
de devenir à un moment donné le seul  
refuge de la liberté politique sur le continent.  
La Sardaigne qui avait fait retour à la  
Maison de Savoie en 1815 s'étendait sur les  
deux versants des Alpes. Tandis que partout  
ailleurs les sujets vont être en rébellion  
contre leurs princes, que les Carbonari se  
vont faire trembler Rome, Vaple, Milan,  
tous les Duchés et toutes les principautés, elle se

l'entraîna avec force pour prendre en main la  
Défense de l'Italie contre Netherwich et  
ses successeurs. Des plus sanglantes défaites  
naître la grandeur de cet état par lequel  
il tient haut et ferme l'étendard  
national et qu'il respecte la liberté.

Tutor Emmanuel fit preuve d'une valeur  
politique peu commun en ne supprimant  
pas la Charte libérale après Novare, alors  
que toute l'Europe entraît dans la voie de  
la réaction.

En 1851 le principe des nationalités fut  
développé d'une manière scientifique à Turin  
par le professeur Mancini. L'homme qui  
allait le mettre en pratique, M<sup>r</sup> de Cavour  
prit vers cette époque la direction des affaires  
du Piémont. Un corps expéditionnaire envoyé  
tardivement en Crimée permit à ce diplomate  
de siéger au congrès de Paris; c'est là que  
glorifiant les idées de Vapoléon III il sut lui  
rendre chère la cause de l'Italie.

L'Empereur promit au ministre de Tutor  
Emmanuel de le secourir contre l'Autriche;  
mais sous la condition expresse que cette



1. Dernière puissance attaquerait. On poussa à la réalisation de cette éventualité; la guerre se résuma dans les mots de Magenta et de Solferino. Napoléon III qui avait voulu que l'Italie soit libre des Alpes jusqu'à l'Adriatique, s'arrêta soudain. Vos victoires effrayaient la Prusse et l'Angleterre; des considérations religieuses <sup>les exigences</sup> et de <sup>la</sup> politique intérieure aussi bien que le terrible quadrilatère inspirèrent cette résolution.

Willa - France n'était pas la réalisation de la promesse faite au début de la campagne; on ne pouvait parler compensation.

Cependant, le cabinet de Turin, comprenant que la France ne pourrait le désavouer prit une attitude entreprenante à l'égard de l'Italie centrale; notre intervention avait donné bon courage aux patriotes qui partout chassaient les gouvernements étrangers et réclamaient des institutions libérales.

À tous les désordres le gouvernement français répondait par des avis et des conseils qui demeuraient stériles.

Une brochure due à l'un des intimes de l'Empereur (le Pape et le Congrès par M. de la Jucoum) avait lancé l'idée d'une confédération; mais comment y parvenir avec des souverains tels que le roi de Naples qui se refusait à toute concession libérale et considérait comme non avenues les conséquences de la guerre. Pie IX si enthousiaste au commencement de son pontificat était déjà lui-même déçu, il se souciait peu de la présidence honoraire qu'on consentait à lui accorder. On avait dit, faire la guerre pour une idée, fort bien; mais l'idée commençait à créer de singulières difficultés. Le Piémont s'agrandissait considérablement; le sang de nos soldats lui avait donné la Lombardie, l'enthousiasme italien lui ajoutait le Duché de Toscane, de Parme, de Modène. Le traité de Lunck était violé avant même d'être signé; les intérêts catholiques blessés par l'agitation des Romains, des légations compromettant le gouvernement à l'intérieur. Pour assurer la frontière contre la formation d'un royaume d'une grande étendue, pour faire taire les clameurs des catholiques, il était sage de donner une



satisfaction à la nation, de demander à  
Vater Immanuel un récompense pour le service  
signalé qu'on lui avait rendu. Il aban-  
donna le bureau de ses pères pour porter la  
couronne d'Italie.

On expliqua cette détermination de se faire céder le  
Savoie et le comté de Nice en développant que la  
 Sardaigne voyant tripler sa population et ses  
ressources matérielles, la possession de tous les  
passages des Alpes lui permettrait dans le  
cas où ses alliés ne feraient jamais notre  
adversaire de pénétrer sur notre territoire, ou de  
troubler avec ses seuls forces la sécurité d'un  
parti important de l'Empire.

On rappelait que dans un moment où l'Europe  
était peu disposée à user de modération à l'égard  
de la France, en 1814, elle reconnaissait cepen-  
dant du côté des Alpes, la nécessité de notre  
situation géographique; et que ce n'était que  
l'année suivante sous l'impression des  
événements que cette province nous avait été  
enlevée, que « si le traité de Linz  
avait été exécuté à la lettre, jamais la France  
ne se serait fait payer ses services.

L'Angleterre s'irritait de nos prétentions,  
on chercha à l'apaiser en lui accordant  
le fameux traité du 23 Janvier 1860 qui  
bouleversa le système économique de la France  
et introduisit le Libre-Echange. Les nati-  
-onales continuant, on injuria le Plémipten-  
-tiaire Cobden <sup>en plein Parlement</sup> en s'irritant qu'il avait  
vendu la Savoie pour quelques aunes de  
calicot, on passa outre.

La Suisse ne voyait pas non plus cette  
annexion d'un oeil favorable; elle chercha à  
nous embarrasser par des objections dont on  
tint dûment compte dans le traité.

S'appuyant sur une convention de 1864 et  
sur le traité de 1815 elle protesta contre  
l'annexion de certains districts neutralisés  
Sans entrer dans des détails sur la légitimité  
de cette cession constatons que la France  
a occupé la Savoie

1 <sup>o</sup> de 1536 - à - 1559.	4 <sup>o</sup> de 1690 à 1697
2 <sup>o</sup> de 1600 - à - 1601	5 <sup>o</sup> de 1703 à 1713
3 <sup>o</sup> de 1630 - à - 1631	6 <sup>o</sup> de 1792 à 1815

Le traité négocié par M<sup>r</sup> Thourmel qui avait  
succédé au mois de Janvier 1860 à M<sup>r</sup> Walewski



Fut signé le 24 Mars 1868 à Turin par  
Monsieur de Lavour et Monsieur D. Fullegrand  
Périgord.

art I S. M. Le roi de Sardaigne consent à la réunion  
de la Savoie et de l'arrondissement de Niv (cascadans  
di Nizza) à la France, et renonce pour lui et tous  
ses descendants et successeurs en faveur de l'Empereur l'  
Empereur des Français, à ses droits et titres sur  
lesdits territoires. Il est entendu entre leurs Majestés que  
cette réunion sera effectuée sous nulle contrainte de  
la volonté des populations, et que les Gouvernements  
de l'Empereur des Français et du roi de Sardaigne  
s'occuperont le plus tôt possible sur les meilleurs  
moyens d'apprécier et de constater les manifestations  
de cette volonté.

art II Il est également entendu que S. M. Le roi de  
Sardaigne ne peut transférer les parties neutralisées  
de la Savoie qu'aux conditions auxquelles il les  
possède lui-même, et qu'il appartiendra à la  
S. M. l'Empereur des Français de s'entendre à ce  
sujet, tant avec les puissances représentées au  
Congrès de Vienne qu'avec la Confédération  
Helvétique, et de leur donner les garanties qui

résultent des stipulations rappelées dans le présent article.

art. III Une commission mixte déterminera, dans un esprit d'équité, les frontières des deux Etats, en tenant compte de la configuration des montagnes, et de la nécessité de la défense.

art. IV. Une ou plusieurs commissions mixtes seront chargées d'examiner et de résoudre, dans un bref délai, les diverses questions incidentes auxquelles donnera lieu la réunion; telles que la fixation de la part contributive de la Savoie et de Nice dans la dette publique de la Sardaigne, et l'exécution des obligations résultant des contrats passés avec le Gouvernement Sard, lequel se réserve toutefois de terminer lui-même les travaux entrepris pour le percement du tunnel des Alpes.

art. V Le Gouvernement français tiendra compte aux fonctionnaires de l'ordre civil et aux militaires appartenant par leur naissance à la province de Savoie et à l'arrondissement de Nice, et qui deviendront sujets français, des droits qui leur sont acquis par les services rendus au Gouvernement Sard; ils jouiront notamment du bénéfice résultant de l'immovibilité pour la



magistrature et des garanties assurées à l'armée.  
art. VII Les sujets Sardes, originaires de la Savoie  
et de l'arrondissement de Vill, ou domiciliés  
actuellement dans ces provinces qui entendront  
conserver la nationalité sarde, jouiront, pendant  
l'espace d'un an, à partir de l'échange des  
ratifications, et moyennant une déclaration préalable  
faite à l'autorité compétente, de la faculté de  
transporter leur domicile en Italie et de s'y  
fixer; auquel cas, la qualité de citoyen  
sarde leur sera maintenue. Ils seront tenus  
de conserver leurs immeubles situés sur les  
territoires réunis à la France.

art. VIII Pour la Sardaigne, le présent traité  
sera exécutoire aussitôt que la sanction législative  
nécessaire aura été donnée par le Parlement.

art. IX. Le présent traité sera ratifié et les  
ratifications en seront déposées à Turin dans  
le délai de 10 jours, ou plus tôt si l'on le  
peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires . . . . .

Le traité entre dans la catégorie des unions amicales  
d'un caractère purement politique. Les populations

étant en outre appelés à lui donner leur  
sanction, et une députation Savoisienne étant  
venue aux Tuileries saluer l'annexion dès  
le 21 mars, on peut dire que c'est un  
des meilleurs que le Droit des Gens moderne  
ait à enregistrer. Monsieur Thouveret avait  
donc le droit de dire dans son rapport à  
l'Empereur « Jamais la légitimité d'une transac-  
tion internationale ne fut plus solidement  
établie »

Abordons maintenant après cet aperçu his-  
torique la partie administrative de ce travail.  
Pour donner une idée de la tâche qui in-  
combe à un pays annexant prenons les  
articles du traité comme autant de titres de  
Chapitres. Nous ferons rentrer dans chacun d'eux  
successivement les actes bilatéraux puis unila-  
téraux intéressant la matière

Art I. Cet article est le plus important  
puisque c'est lui qui consacre la union; c'est  
celui qui a la plus haute portée, la plus grande  
valeur morale puisqu'il établit le principe de



convenement des Populations. La plus grande  
partie de ce travail : la Substitution des autorités  
et des administrations françaises aux autorités  
Piémontaises, entrera dans ce chapitre.

La première formalité qui s'imposa au Gouvernement  
français après avoir apposé sa signature au traité  
résulta du texte même. L'incorporation à l'Empire  
ne devait pas être brutale ; on consulterait les popu-  
lations. Le système français du Suffrage uni-  
versel, le système plébiscitaire du second empire  
indiquaient assez à quel moyen on aurait recours  
pour constater la volonté des populations. Les  
aspirations de ces derniers ne laissaient d'ailleurs  
aucun doute, et le rôle des hommes habiles que  
le Gouvernement envoya à la veille des Elections  
ne fut pas considérable. Le vote eut lieu le  
22 avril 1860 et la France ne donna pas 130  
000 voix (c'est à dire la presque unanimité)  
qui lui furent données à Messieurs Piétri et  
Lafly, mais bien à la communauté d'origine  
de mœurs, à la similitude du but social  
à atteindre, ainsi qu'à un souvenir qu'il avait  
laissé notre domination. La France de 1791,  
si l'on veut remonter dans le passé pour

4  
y trouver des exemples n'extorquait pas  
les votes et ces populations étaient de celles  
qui avaient demandé à être incorporées à notre  
patrie au commencement de la Révolution.  
Quoiqu'on ait pu dire de cette façon de consulter  
un pays, si elle n'est pas plus sincère qu'une  
autre, elle conserve du moins les apparences du  
respect dû à la liberté des citoyens. On peut  
sans doute la trouver défectueuse, déclarer que le  
résultat est obtenu par pression quand il acclame  
la nationalité nouvelle est acclamé; mais quand le  
vote est contraire à l'ordre de chose qu'on veut  
introduire, quand le vainqueur alors n'en a pas  
même y avoir recours, que doit-on penser?

Avant d'entrer dans les transformations  
auxquelles nous allons assister, ne vaut-il pas  
mieux fixer immédiatement la frontière?  
Supposons donc le sénatus-consulte du 12  
juin rendu, c'est à dire l'adhésion du Parlement  
de Paris donnée et les provinces faisant partie  
intégrante de la France; et faisons entrer l'art III  
dans ce chapitre.

Les bases de la délimitation de l'Alsace et de la  
Lorraine furent posées dans le protocole du 27 juin



Il ne sont plus des Diplomates que nous voyons en  
scène, mais des militaires envisageant la question  
stratégique: le Général marquis Beaumont d'  
Hautpoul et le major général comte Pettiti  
Bagliani. Naturellement on cherche à se rapprocher  
autant que possible de la frontière traditionnelle  
consacrée administrativement de la province, et on  
pose en règle générale dans l'art 1<sup>er</sup> qu'elle  
suivra cette limite. Certaines modifications y  
sont cependant apportées: Les plateaux du  
Noub-Lenis qui appartiennent à l'arrondisse-  
ment de Maurienne rentreront à la Sardaigne.  
Sur ce point la limite suivra la grande crête  
des Alpes ou bien la ligne du partage des eaux.  
Cet arrangement paraît naturel et semblerait  
le meilleur à suivre si cela était toujours possible  
absolument comme le lit d'un fleuve quand  
c'est un cours d'eau qui sert de limite.

art 2. Du côté de l'arrondissement de Vail,  
la frontière entre les 2 Etats sera tracée ainsi  
qu'il suit: du sommet de l'Enchastrag  
au Sud du col de l'Argentière, elle suivra  
l'ancienne limite jusqu'à la pointe de Trois-  
vègues et est.

De Mont Grand Mundo à la mer, la frontière  
sera déterminée ultérieurement

art 3 Les commissaires procéderont dans le plus  
bref délai à la reconnaissance générale de la  
nouvelle frontière, et on pourra faire quelques  
rectifications de détail en le arrêtant d'un  
commun accord.

art 4 La nouvelle limite sera établie sur lieux  
par des signes fixes et visibles, et il en sera  
dressé une carte en commun, en attendant on  
y suppléera au moyen de poteaux.

art 5 La fixation de la limite des droits de  
souveraineté ne portera aucune atteinte aux droits  
de propriété et d'usage, non plus qu'aux servi-  
tudes actives et passives des particuliers, des  
communes et des établissements publics des pays  
respectifs. Un arrangement particulier réglera  
le mode d'exploitation des propriétés riveraines  
de la frontière, sous le rapport du régime des  
douanes, de manière à ménager le plus possible  
les intérêts des ayants-droits dont le domicile  
se trouvera placé sous une souveraineté diffé-  
rente de celle de la situation de leurs propriétés.  
Deux jours après (19 juin) une déclaration 3



continuant que les points suivants seraient réglés par la voie diplomatique ordinaire)

- 1) Les mesures à prendre au sujet du fort de l'Escaillon
- 2) l'accord définitif concernant la principauté de Monaco
- 3) l'examen des rectifications de limites à faire du côté de Spouton et d'Isola.

Comme nous l'avons déjà dit le Sénatus-consulte portant promulgation du traité du 24 mars avait paru le 12 juin. Le 14 juin le Gouvernement français prit possession des territoires annexés par un autre Sénatus-consulte.

- 1) Le Savoie et l'arrondissement de Viterbe font partie intégrante de l'Empire français. La constitution et les lois françaises y deviendront exécutoires à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1861
- 2) La répartition des territoires réunis à la France en ressorts de Cours Impériales et en Départements sera établie par une loi
- 3) Les diverses mesures relatives à l'assiette des lignes de douanes et toutes dispositions nécessaires pour l'introduction du régime français dans ces territoires pourront être réglés par décrets impériaux rendus avant le 1<sup>er</sup> janvier 1861

La Souveraineté, attribut de l'Etat, ayant passé du Piémont à la France, cette dernière a parfaitement le droit d'y tenir ce langage et d'y installer son organisation du moment qu'elle ne lèse aucun droit acquis.

Connaissant maintenant ce qu'il a fallu faire pour être maître de ce pays abondant l'introduction de l'organisation française:

Douanes: Avec une nouvelle frontière, la Douane fait immédiatement son apparition; cela intéressant non seulement les territoires mais le pays tout entier c'est par là que nous commençons.

Décret du 12 Juin. Vu l'urgence avons Décreté: 1) A dater du 14 Juin la ligne des Douanes française, en Savoie sera établie conformément au Tableau A annexé au présent décret et dans l'arrondissement de Vich conformément au Tableau B. (ces tableaux énumèrent les points et localités par lesquels passera la ligne.)

2) A partir de la même époque (14 Juin) les droits à l'entrée et à la sortie des marchandises, de toute nature seront perçus conformément aux tarifs français.

3) La partie de la Savoie située au N. de la



ligne déterminée par art 1<sup>er</sup> du présent décret  
jouira du régime exceptionnel établi dans le  
pays de Gex.

Le décret du 18 Juin donna à plusieurs bureaux  
de douanes leurs attributions, il réglementa avec  
minutie à quelles marchandises et jusqu'à  
quel poids tels bureaux sont ouverts dans  
les provinces annexées. Enumérons tous les  
mesures concernant les douanes qui ont été une  
conséquence de l'annexion. Le 2<sup>d</sup> Juillet, c'est  
un décret pour l'ouverture de plusieurs bureaux  
pour l'importation et le transit de la  
Libanais. Le 7 novembre d'un bureau de Flat  
ouvert à l'importation de certaines marchan-  
-dises. Le 19 Décembre, ouverture de 1 Bureau  
de Leez et de Flumet pour l'importation des  
grains. Le 9 novembre on donne aux bureaux  
de Fouban et de Saorgio leurs attributions.  
De tous ces décrets le plus important est celui  
du 18 Juin 1860, il appliqua en effet les lois,  
ordonnances, décrets et règlements concernant les  
droits de navigation et le régime des douanes.  
Il stipule la franchise avec exemption de  
droits des navires immatriculés, appartenant à

des habitants devenus Français. Il établit le droit de timbre, impose à partir du 1<sup>er</sup> janvier l'usage des papiers marqués du timbre Impérial, en autorisant l'échange avec les papiers timbrés Sardes. Il vise le titre des matières d'or et d'argent et la perception des droits de Garantie; il impose à tous les fabricants et marchands faisant commerce d'objets d'or et d'argent l'empreinte des poinçons français. Le décret du 8 décembre porte: Pour cette fois seulement et par exception, les employés des Douanes de tout grade actuellement en fonction dans les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie, prêteront devant le Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de l'arrondissement dans lequel ils sont en exercice le serment prescrit par l'art 83 de la loi du 24 av 1818. Terminons la question des Douanes en constatant la création à Chambéry d'un Entrepôt pour les marchandises prohibées et non prohibées et d'un Entrepôt des Sel.

Vous avez longuement insisté sur ce décret par ce qu'il concernait les impôts indirects il m'intéresse beaucoup de parler de notre Sujet.



Organisation territoriale du Pays : les territoires sont naturellement assimilés au reste de la France, c'est donc la Division en départements et arrondissements que la loi du 23-29 juin 1860 adapte. L'Empereur suffirait pour rendre le traité valable; il faut l'intervention du Corps Législatif pour diviser en départements. 1) Le territoire de la Savoie forme deux départements: celui de la Savoie et celui de la Haute Savoie. Le territoire (circondario) de Vercelli et l'arrondissement de Gressy, distrait du département du Var, composent le département des Alpes Maritimes.

2) La délimitation de ces départements et leur subdivision en arrondissements, cantons et communes seront réglés par décret de l'Empereur rendu avant le 1<sup>er</sup> janvier 1861.

Ce décret parut le 25 juin 1860; il subdivisait le département de la Savoie en arrondissements de Chambéry, d'Albertville, de St Jean de Maurienne et de Hauteville (il formait également les cantons et communes). Le département de la Haute Savoie en arrondissements d'Annecy, de Thonon, de Bonneville, de St Julien.

Le département des Pyrénées Orientales, et cet.

Organisation Judiciaire : Le territoire de la Savoie est réparti par la loi du 23 juin 1860, il forme le ressort d'une cour dont le siège est à Chambéry. Le Département des Alpes Maritimes fait partie du ressort de la cour d'Aix. La création d'un tribunal de commerce à Chambéry date du 1<sup>er</sup> Décembre 1860. Le Décret du 1<sup>er</sup> Août avait organisé les tribunaux et transformé les justices de mandement en justices de Paix. Il déclare immédiatement applicable tout ce qui concerne l'exercice des fonctions judiciaires, l'organisation du Service, le costume, la discipline, la mise à la retraite des magistrats. Le traitement fut arrêté pour le Décret du 31 Août 1860.

Les lois, décrets et règlements qui concernent le greffier, sont exécutoires en vertu du Décret du 15 Décembre, ils doivent verser un cautionnement et prêter serment dans la forme accoutumée. Le cautionnement à verser par le greffier en chef de la cour de Chambéry sera de 12000 frs ; pour les autres de 4000 frs. Les avocats sont soumis aux lois, ordonnances et décrets concernant l'organisation, la police et la discipline de l'ordre ; ils prêteront serment devant la cour d'Appel du Département des Alpes Maritimes, et les avocats des départements formés par la



Savoir devant les tribunaux de 1<sup>re</sup> Instance  
auxquels ils sont respectivement attachés.

Le 26 Sept; 8 avoués sont établis près la cour de  
Chambery, et; 10 près le Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance  
de cette même ville; 8 près le tribunal d'Annecy,  
6 près le tribunal de Bonneville et les autres cheft-  
lieux d'arrondissement; 12 près le Tribunal de Ville.  
Le nombre des notaires par canton, est fixé par  
décret du 1<sup>er</sup> décembre. Il ajoute dans son art 2. que  
la réduction des offices de notaire s'opérera par  
voie de désignation, de diminution, de destruction et  
de réun.

Les registres de l'Etat civil existant dans les archives  
de l'insinuation seront déposés au greffe de chaque  
tribunal, et le greffier en délivrera des extraits  
conformément à l'art 5 du Code Napoléon.

Le décret du 31 août sur les traitements, dont  
nous avons déjà parlé ~~est~~ complèterait celui du 10  
août qui avait déjà établi que les magistrats  
présidant les Assises auraient un traitement sup-  
plémentaire.

La Justice sera rendue au nom de l'Empereur  
(décret du 12 juin) et les porteurs d'act. délinés  
avant le jour de la réunion devront faire ajouter

la formule soit par les greffiers, soit par les notaires suivant les actes.

Les lois de Polvi et de Saret sont applicables à ces départements (21 juillet.)

Armée. Dès l'année 1860, sans leur donner aucun avantage, la loi de Recrutement atteindra ces départements (décret du 30 juin 1860) cependant voulant signaler par des actes de clémence l'incorporation dans l'armée française des militaires originaires de la Savoie et de Val <sup>en</sup> accord. une amnistie aux insoumis et aux déserteurs. Surtout les cas dans lesquels elle sera appliquée.

18 juin organisation de la Gendarmerie; le chef-lieu de la vingt-sixième légion est fixé à Grenoble.

Administration: (Décret du 31 août 1860.) La loi du 30 juin 1838 et l'ordonnance du 18 déc 1839 relatives aux aliénés sont déclarées exécutoires. L'asile d'aliénés fondé à Bresson (près Chambéry) est reconnu comme établissement d'Utilité Publique. Les places y seront réservées aux criminels et aux idiots les plus infirmes des départements de la Savoie et de la Haute-Savoie.

31 août 1860. Décret accord. une subvention de 300 000 frs aux communes les plus obérées.



28 Juin 1860. Introduction Des lois françaises sur les conseils d'arrondissement, les conseils généraux, et les conseils municipaux. Toutefois en attendant que les listes électorales aient pu être dressées le conseil provincial actuellement existant ~~en~~ fera fonction de conseil général, sous qu'il soit besoin des délibérations préalables des conseils d'arrondissement. Les lois électorales pour les élections législatives et générales, sont applicables.

Dans chaque commune le conseil communal fera fonction de conseil municipal. Les Syndics prendront le nom de Maire, des adjoints leur sont donnés par arrêté préfectoral.

Les Assemblées désignées sous le nom de députations provinciales et juntas municipales sont supprimées. Un décret du 21 nov 1860 fixe le nombre des membres des conseils d'arrondissement à élire.

26 Sept 1860. Les lois françaises sur les attributions des conseils de Préfecture et généralement toutes les dispositions législatives concernant la juridiction administrative seront publiées dans les nouveaux départements en même temps que le présent décret.

26 nov. 1860 Un décret s'occupe du conseil d'Etat. Les pièces relatives aux pouvoirs actuellement formés

11. Sep. 1860. Une Déclaration échangée à Turin pour l'écarter réciproque des Vœux et Jugements des cours Supérieures : Les cours en déférant à la forme du Droit, aux Demandes d'Exécution des jugements rendus dans chacun des deux États, ne doivent faire porter leur examen que sur les trois points suivants :

- 1) La Décision émane-t-elle d'une juridiction compétente ? 2) Est-elle rendue les parties dûment citées et légalement représentées ou défaillantes.
- 3) Si les intérêts de l'ordre Public ou les règles du droit Public du pays où l'exécution est demandée ne s'opposent pas à ce que la Décision du Tribunal Étranger reçoive son exécution.



Devant le Conseil d'Etat du royaume de Sardaigne  
contre les décisions rendues en matière de contentieux  
administratif par les conseils de Gouvernement  
de la Savoie et de l'arrondissement de Ville  
seront relancés pour voie diplomatique pour être  
dépouillés au Secrétariat de la Subor du contentieux  
de notre Conseil d'Etat à Paris. Il sera  
donné avis du dépôt aux parties intéressées,  
avec invitation de remplir dans le délai d'un  
mois les formalités exigées par les lois et  
réglements qui concernent le jugement des  
pourvois formés devant notre Conseil d'Etat  
statuant au contentieux.

1 Décembre: Application des lois existantes aux  
enfants assistés. Décret du 17 nov. 1860 met en vigueur  
les lois et décrets sur les établissements insalubres,  
dangereux ou incommodes. Cependant ceux de ces établis-  
sements qui sont en activité continueront à être  
exploités librement; sauf recours par qui de  
droit aux tribunaux compétents pour l'indem-  
nité des dommages qu'ils peuvent causer  
aux propriétés voisines.

Les préfets feront constater dans le plus bref  
délai, contradictoirement avec les propriétaires ou

exploitants la situation, la nature, et les conditions  
d'Exploitation de chacun des dits Etablissements.  
Et est Application Des lois et règlements sur le  
Jury. 22 août Application Des lois civiles, commer-  
ciales et de procédure civile. En sont exceptées les dis-  
positions relatives à la tenue des actes de l'Etat  
civil 1) aux formes du mariage 2) à l'usufruit légal  
des pères et mères sur les biens de leurs enfants  
mineurs. 3) Les donations établies par contrats réguliers  
et sans fraude. Elles restent quant à la Révocabilité  
et à la réduction régies par la loi sous l'Empire  
de laquelle elles ont été constituées 4) Cet article  
s'occupe des testaments, du lieu où ils ont été  
dépôtés 5) Les actes contenant des dispositions à  
charge de rendre seront transcrits avant le 1er  
Juillet 1861. Quant aux substitutions établies ~~par~~  
contrairement à la loi française elles sont  
maintenues au profit de tous les appelés nés  
ou connus lors de la promulgation du présent  
Décret. 6) La loi du 23 Mars 1856 sur la Trans-  
cription hypothécaire ne sera exécutoire qu'à  
1er Juillet 1861 art 8) Les Interdictions prononcées  
pour cause de prodigalité sont converties en  
conseil judiciaire 9) Les juges de Paix connaî-



tout de toutes les instances Tant le Juge de  
mouvement out it' saisi avant ce jour alors  
même que l'objet de la demande excéderait  
la compétence déterminée par la loi française.  
art 10) La loi du 22 Janvier 1851 sur l'assistance  
judiciaire est exécutoire à partir du présent décret.  
Tant individu auquel le bénéfice des pauvres aura  
it' accordé jouira sans autre condition de  
l'assistance judiciaire.

Cette longue énumération de dérogations  
au droit commun des Français est certainement  
la partie la plus intéressante de  
ce chapitre. Il faut reconnaître qu'il s'agit de  
toute nécessité de faire ces exceptions en faveur  
de ces nouveaux Français. Sur tous ces points  
avoir eu la prétention d'introduire purement  
et simplement notre législation eut été  
violer des droits acquis. On a du rest observer  
à notre sens une justice absolue. Toutes ces  
dispositions sont bienfaisantes, elles étaient  
nécessaires, mais on ne peut pas dire qu'elles  
créent des privilèges. Sous ce rapport comme  
sous tout d'autre notre annexion de 1850  
peut servir de modèle.

12 Juin 1860 Introduction des lois Pénales et d'Instruction  
criminelle art 2) Transitoirement et pour l'année  
1860, la liste du Jury sera dressée par une commis-  
sion composée du Préfet, président, et de tous les  
juges de mandement. Elle sera établie sur les éléments  
qui ont servi à la formation de la liste du Jury  
dressée par les Commissions Provinciales art 4)  
Les pièces relatives aux pourvois actuellement formés  
devant la Cour de Cassation du royaume de  
 Sardaigne contre les arrêts ou jugements émanant  
de l'administration des départements annexés seront  
relancés par la voie diplomatique pour être depo-  
sés au greffe de la Cour de Cassation à Paris.  
Il sera donné avis aux intéressés avec invitation  
de remplir dans le délai d'un mois les  
formalités exigées par les lois et règlements qui  
gouvernent le jugement des Pourvois de Cassation.  
13 Oct. 1860 Les lois sur le Minis sont étendues  
aux nouveaux départements.

14 nov. 1860. Les poids, mesures, et instruments de  
pesage d'origine Sardes seront soumis à un  
poinçonnage spécial avant le 1<sup>er</sup> Janvier 1861, ceux  
qui en seront trouvés défectueux à partir de  
cette époque seront punis conformément



à la loi du 4 Juillet 1837.

Finances. 31 août 1860. Remise est faite des amendes prononcées pour crimes, délits ou contraventions.

C'est une sorte de don de joyeux avènement, correspondant dans l'ordre civil à l'amnistie accordée dans l'ordre militaire aux viscosus et aux débiteurs. Toutefois remise n'est faite que pour celles qui n'étaient pas acquittées au moment de l'annexion. Vous allons aborder la matière des contributions, ces dernières ne disparaissent malheureusement pas avec les changements de Souveraineté. Le décret du 13 Juin 1860 traite de la vente du Sel, des Tabacs, des poudres à feu et du Tombé de Chasse, de la taxe des lettres, de la perception des contributions directes ou indirectes, des droits d'Enregistrement, de Timbre et cet ..

art 1) Le monopole de la vente du Sel qui existait sous la législation piémontaise est aboli. L'application des lois de l'Empire pour la fabrication, le transport, la circulation et la vente du Sel est rendue

art 2) Le monopole de la <sup>fabrication et de la vente du plomb de chasse</sup> ~~vente du sel~~ qui existait sous la législation piémontaise est aboli.

art 3) Le Gouvernement français est substitué au Gouvernement Sarda pour le monopole de la vente des Tabacs

et des poudres à feu, le tarif établi par le Gouvernement  
Sarde pour la vente des tabacs continuera à être  
appliqué jusqu'à l'épuisement des quantités existantes  
dans les magasins et provenant des manufactures Sardes.  
art. 4) La taxe des lettres ordinaires, ou chargées, journaux  
imprimés, échantillons, valeurs cotées ou décotées sera  
perçue conformément aux lois et tarifs en vigueur en  
France.

art 5) Restent en vigueur jusqu'à nouvel ordre  
tout ce qui concerne la perception des contributions  
directes, ou indirectes; tous droits d'Enregistrement, d'  
Insinuation, de timbres, de greffe et d'Hypothèque,  
de navigation, péage, etc.

art 6) Tout conducteur de barques expédies à desti-  
nation des pays annexes sera tenu de représenter  
son chargement et de faire verser l'aquitt à caution  
dont il devra être porteur soit au port maritime  
d'embarquement en France, soit à l'un des bureaux  
determinés à cet effet par notre ministre des Fi-  
nances

art 7) Les Préfets seront provisoirement administrateurs  
secondaires de tous les Départements ministériels,  
sauf celui de la Guerre, pour les dépenses à  
acquitter au compte de l'Etat.



art 8.) Le paiement des ordonnances et mandats sera effectué par les préposés du payeur en chef de l'armée d'Italie, provisoirement chargés des recettes et dépenses concernant le Trésor de France, dans chacun des départements nouvellement constitués.

art 9.) Les dépenses effectuées avant l'annexion et non encore ordonnées seront payées sur mandats des préfets au vu des états de liquidation, arrêtés par le Gouvernement Sardes.

art. 10.) Les Trésoriers provinciaux ou fonctionnaires dans les arrondissements continueront jusqu'à nouvel ordre à payer les mandats émis avant l'annexion par les ordonnateurs Sardes. Ils verseront leurs excédants de Recettes aux préposés-payeurs chargés du service du Trésor de France et sauf compte à faire avec le Gouvernement Sardes. Les Trésoriers provinciaux et tous autres agents financiers des Départements annexés sont soumis aux vérifications de l'Inspection Générale des Finances.

art 11.) Au jour fixé pour la prise de possession, les caisses et les comptabilités des divers agents financiers seront arrêtées de concert avec le

autour, Sardes et les autorités françaises.  
art 12) Tout rendu applicable aux pays annexés:  
à l'ode, les lois, ordonnances et décrets concernant le  
régime forestier et la pêche fluviale  
Le décret du 8 Septembre 1860 a pour:

- 1) L'application des lois, décrets et concernant l'assiette  
et la perception des droits sur les boissons, les sucres  
et gluques; les cartes à jouer, les licences, le timbre  
des expéditions et quittances.
- 2) La perception des droits de circulation et d'entrée  
sur les vins pour le règlement des contributions alloués  
aux marchands en gros de boissons, distillateurs, et  
~~soit~~<sup>est</sup> place dans la 1<sup>re</sup> classe. La licence payée  
par les brasseurs sera perçue au tant le plus  
faible.
- 3) Les droits d'octroi continueront jusqu'à nouvel ordre  
à être perçus au profit des communes d'après les  
tarifs actuellement en vigueur. Toutefois les tarifs  
d'octroi qui comprennent additionnellement les droits  
de gabelle seront immédiatement réduits d'une  
somme équivalente à ces droits.

Cautiounnements: Il sera procédé dans les six premiers  
mois de 1861 à la révision des cautiounnements des  
divers agents. Les excédants que cette révision fera



ressortir sont immédiatement remboursés aux ayants-droit. Un grand nombre de mesures dérivant de l'art V furent prises touchant cette matière. Le décret du 11 juillet 1860 sur les contributions directes rend applicable les lois et règlements qui régissent en France l'exercice des poursuites en matière de contributions directes.

Dépôts et consignations: réglés par décret du 22 août art 2) après avoir introduit les lois et dispositions relatives aux dépôts de toute nature, aux consignations judiciaires et administratives, à la caisse de Rentes pour la vieillesse, et à la caisse des dotations de l'armée, il établit qu'en attendant l'installation prochaine des receveurs généraux et particuliers des finances dans les trois nouveaux départements, les trésoriers payeurs de Chambéry, d'Annecy et de Nice rempliraient provisoirement les fonctions de préparateur de la caisse des dépôts et consignations.

Or et Argent: décret du 21 Juin 1860. 1) Application de l'art 1er des lois sur l'or et l'argent et de la perception des droits de Garantie. 2) Des Bureaux de Garantie sont créés à Chambéry et à Nice. art 4) dans un délai de trois mois à partir du 1<sup>er</sup> juillet, les

marchands, fabricants, artisans et autres détenteurs de fonds, au bureau de Garantie dans la circonscription duquel ils sont placés les ouvrages d'or et d'argent en leur possession et revêtus de l'impression des poinçons piémontais pour y être marqués sans frais des poinçons français.

Décret du 2<sup>e</sup> Juin 1860. A partir du 1<sup>er</sup> Août 1860, il ne pourra plus être fait usage que des papiers au timbre Impérial. art 3, tout détenteur de papiers frappés du timbre Sardes sera admis pendant deux mois à partir dudit jour à les échanger. Cet échange s'opérera de manière que le trésor français n'ait à faire aucun remboursement, et en cas de non complaisance, les détenteurs devront payer l'excédant ou l'appoint.

Organisation de l'Instruction Publique 13 Juin 1860.

Une école normale primaire est créée à Chambéry, ainsi qu'une académie et un lycée. Le département des Alpes Maritimes fait partie de la circonscription de l'Académie d'Aix, et au lycée ainsi qu'une école normale primaire sont fondés à Nice.

27 Oct 1860. Création à Annecy d'un collège communal sous le nom de collège Chappuisien.

Quoique le Gouvernement Français ne fut lié vis-à-vis



vis des jeunes gens ayant obtenu des Bourses,  
et pour la valeur des Diplômes Piémontais ni  
par l'art V de l'art VI de l'art VII de l'art VIII, ni par aucune  
autre, il eut sage d'agir ainsi :

L'art oct 1860. Les élèves continuent à jouir de leurs  
Bourses au collège Royal de Turin jusqu'à l'achè-  
vement de leurs études. Il fallut obtenir cette  
faveur du Gouvernement Piémontais. Pour ce acte  
la France était seule compétente.

Les Diplômes conférés par les facultés piémontaises  
sont déclarés équivalents aux Diplômes français  
correspondants et conférant aux titulaires les droits  
et prérogatives attachés en France à ces derniers diplo-  
mes.

L'art oct 1860. Les Diplômes de Pharmacien obtenus dans  
les Etats Sardes sont équivalents au Diplôme français  
de Pharmacien de 1<sup>re</sup> Classe et conférant les mêmes  
droits aux titulaires. Le Diplôme obtenu près l'Ecole  
Universitaire de Chambéry est déclaré équivalent au  
Diplôme de 2<sup>e</sup> Classe. Il en est de même pour  
le Diplôme obtenu près l'Ecole de Vercelli; ainsi que pour  
les Diplômes de docteur en Médecine obtenus en Sardaigne.  
Application des lois et décrets concernant les Ecoles  
primaires, l'inspection, la nomination et la révocation.

Des Instituteurs ; ouverture d'écoles libres et éta-  
blissement d'écoles mixtes pour les deux sexes.  
En oct 1860. Des crédits sont ouverts pour le départe-  
ment de l'Instruction Publique. On supprime  
les écoles universitaires de Théologie, de Droit, de  
Médecine et de Pharmacie établies à Chambéry, Vieu,  
Aunay, St Jean de Maurienne, Moutiers, Bonneville  
et Thonon. Les professeurs et fonctionnaires de  
ces différentes écoles sont admis à faire valoir leurs  
droits à une pension de Retraite.  
1<sup>er</sup> août 1860: Des bourses gratuites sont introduites  
dans les écoles vétérinaires.

Travaux Publics. 1<sup>er</sup> déc 1860. Subvention de 200000 fr  
leur est accordée. 1<sup>er</sup> août 1860 Etablissement d'un  
Chemin de fer d'Aunay à Aulx les Bains et  
de Chambéry à Hodane.

Cultes: C'est une belle papule du 1<sup>er</sup> décembre 1862 pro-  
mulguée par décret Impérial du 6 juillet 1863 qui  
a déterminé les nouvelles circonscriptions ecclésiastiques  
des provinces annexées.

Sur la demande qui nous a été faite par notre  
très-cher fils Napoléon, troisième du nom, le St Sup  
détachait le diocèse d'Evêché de la métropole de  
Chambéry pour l'incorporer à la Métropole de Turin.



La province ecclésiastique de Chambéry a les mêmes limites que celle qui ont été fixées entre le Gouvernement français et celui du Piémont.

## art II.

Avant le traité de Lemmon auas que le ministre des affaires étrangères de France cherchait à faire bien venir l'annexion d'indépendance, il écrivait : "La cession de la Savoie et de Nice ne devra pas entraîner l'abolition des clauses relatives à la neutralisation éventuelle du Chablais et du Faucigny." *Style Diplomatique* — pourra-t-on dire, il nous semble cependant évident que la France était engagée par ces paroles et que si le mot à éventuel, ne venait pas fort heureusement à notre secours, il serait oiseux de chercher si la neutralité devait être maintenue. Pourquoi n'en a-t-il pas été ainsi, c'est ce que nous allons voir ?

En consultant l'histoire nous voyons que nous apprenons : Les Ducs de Savoie, soucieux de défendre leur pays contre la France ont toujours fait des efforts afin d'amener l'Europe à reconnaître la neutralité d'une partie de leurs possessions.

Dès 1611 Charles Emmanuel Demanda aux puissances  
de la garantir. Le ~~Le~~ politique français dirigé  
alors par de grands ministres comprit que cette  
neutralité était surtout dirigée contre elle et s'y  
opposa. En 1690, en 1697 elle y mit encore son veto;  
c'était un ~~de~~ débouché nécessaire pour combattre les  
armées impériales en Italie. De nouveaux efforts  
furent tentés en 1702, 1713 et toujours le refus  
de la monarchie française empêchait les Ducs de  
Savoie de réaliser leur rêve. Déjà, à cette époque  
cette contrée était considérée comme française, sans  
aucun ou tendait à son acquisition.

Vint la terrible date de 1814; l'Europe voulait  
nous faire payer cher nos annus de conquêtes  
et de gloire; et notre influence malgré toute la  
sabilité de notre diplomatie n'avait jamais été  
plus négative sur beaucoup de points, go. l'Europe.  
Le roi de Sardaigne installé dans ses états  
se souvint des traditions de sa maison, et  
plus heureux que ses pères obtint enfin la  
neutralisation d'une portion de son territoire.

Ce n'est toutefois que grâce à des concessions  
territoriales faites au canton de Genève qu'on  
consent des dispositions suivantes: Les provinces



Du Chablais et du Faucigny et tout le territoire au Nord d'Ugent, furent partie de la neutralité de la Suisse, c'est à dire que tous les fois que les puissances voisines de la Suisse se trouveraient en état d'hostilités ouvertes ou imminentes, les troupes de S. M. le roi de Sardaigne qui pourraient se trouver dans ces provinces jouissant de la faculté de s'y retirer par le canton du Valais, si cela devenait nécessaire.

On nous avait laissé quelques tambours de la Savoie en 1814; le 20 novembre 1815, ils firent retour à la Sardaigne. Elle augmenta la portion neutralisée de ses Etats, mais toujours au moyen de nouvelles concessions territoriales au canton de Genève.

La Suisse, à laquelle on avait laissé pressentir qu'elle aurait peut-être sa part dans les <sup>renouveau</sup>~~mouvements~~ territoriaux qui devaient suivre les événements d'Italie; montra une grande irritation en apprenant le traité de Turin.

Quelques jours avant sa conclusion, le 15 Mars 1860 M<sup>r</sup> Kerr écrivait : « La Suisse regarda toute annexion des provinces neutralisées du Chablais et du Faucigny comme étant en contradiction

avec les stipulations des traités de 1815 qui garantissent ces provinces dans l'intérêt de la neutralité Suisse, comme si elles étaient une partie intégrante de la Confédération, en déclarant qu'elles doivent jouir de la neutralité de la Suisse, de la même manière que si elles appartenaient à celle-ci.

Le gouvernement Helvétique remontant plus loin, invoquait également un traité de 1564; mais M<sup>r</sup> Thouvenel répondit: „Le traité de 1564 a été exclusivement conclu entre les Seigneurs de Berne et le Duc de Savoie. Il avait pour but un partage et des délimitations qui souvent modifiées depuis cette époque n'ont jamais donné lieu à aucune réclamation de la part de la Suisse. Il en a d'ailleurs pas été fait mention en 1815; alors qu'on prenait soin de rappeler les conventions antérieures maintenant en vigueur telle que celle de 1754.”

La neutralité avait donc été imposée à la Suisse, en échange de renoncements territoriaux faits à son avantage en 1814 et 1815; et on peut dégager de cet enseignement les quatre points suivants.

1) Cette neutralité a été créée contre et malgré la



## France

- 1) La Suisse ne peut guère s'en prévaloir, car elle lui a été imposée.
- 2) Le pays lui-même ne devait pas en être très soucieux car c'était une ligne purement idéal et contraire à ses intérêts. Il se partageait en deux.
- 3) C'est un privilège en quelque sorte personnel accordé au roi de Sardaigne et qui devait disparaître avec la domination de celui au profit duquel il a été établi.

Dans le débat hautement manifesté par les populations de partager le sort de cette ~~part~~ la Savoie faisait un devoir à la France d'annexer purement et simplement. On donna une compensation aux réclamations de la Suisse en lui concédant une zone douanière plus étendue et l'affranchissement pour ces pays d'un grand nombre de ~~droits~~ taxes. Le moyen intermédiaire permettait donc à Monsieur Thiers d'écrire : « Les conditions spéciales dont s'agit-il à la demande de la Sardaigne a entouré la possession d'une partie de la Savoie sont maris-  
-termes ».

art III:

Vous avons montré dans le Chapitre I l'œuvre de la commission instituée par cet article. Contentons-nous d'ajouter qu'une convention du 7 mars 1861 déclare qu'aucune atteinte ne sera portée au droit de Propriété et d'Usage, non plus qu'aux servitudes actives et passives des particuliers, des communes, ni des Etablissements Publics des pays respectifs.

28 Nov. 1860. Protocole dressé à Nice pour fixer la délimitation entre la France et la Sardaigne.

1) document topographique <sup>adapté</sup> relatif à la crête des Alpes, la carte au  $\frac{1}{5000}$  de l'Etat major Sard, et annexes des lacs au  $\frac{1}{1000}$  pour les cols principaux

2) Les limites sont marquées par des bornes en pierre, des poteaux et des inscriptions sur des rochers. Une nouvelle limite modifiant légèrement la convention du 27 Juin; sur le petit St Bernard l'Aspie rest au Pinout et est.

16 fév 1861. Le protocole de Turin fixe les règles d'exploitation des propriétés limitrophes. C'est le demi-myriamètre de la frontière qui est dispensé de payer des droits pour importer les produits agricoles.



art IV:

En exécution de cet article nous trouvons la convention  
Du 23 août 1860. art 1) La part contributive dans la dette  
publique de la Sardaigne est fixée à 4.500.000 fr de  
rentes Sardes, cinq pour cent. Le Gouvernement français  
prendra dans les titres montant à ce chiffre sur ceux  
qui lui ont été remis en exécution du traité de  
Lübeck pour les remettre au Gouvernement Sard

art 2) Le Gov. fr. prend à sa charge de payer à partir  
du 1<sup>er</sup> Jan 1860 les pensions tant civiles que militaires  
régulièrement liquidées à cette date par le Gov. Sard.

art 3) Le Gov. fr. devient propriétaire des biens attribués  
à la cour Ecclésiastique conformément à la loi Sard  
du 29 mai 1857; il prend à sa charge les pensions, al-  
locations ou revenus à servir aux Religieux.

art 4) Tout le matériel des Immeubles affectés à un Service  
Public passe à la France, sauf ce qui garnit le fort de  
Sessillon, ainsi que les Bouches à feu des forts de  
Millyfranche et de Montalban.

art 5) La France succède aux droits et obligations résul-  
tant de contrats passés par la Sardaigne, pour des  
objets d'intérêt Public concernant spécialement la  
Savoie et Verc.

art 6) La Banque d'Anvers subsiste dans les mêmes

conditions sauf quelques restrictions (Son privilège  
d'émission ne sera rétrocédé à la Banque de France  
qu'en 1865.)

art 7) Les Etablissements reconnus personnes civiles par  
la loi Sarde conserveront la propriété de ce qu'ils  
possèdent le 14 Juin 1860.

art 8) Les brevets d'Invention d'origine Sarde seront  
reconnus dans les départements annexés, et Satisfait ayant  
opté pour la France continueront à en profiter dans  
les Etats du Piémont.

art 9) Les prisonniers originaires de la Savoie, dont  
la peine expire après le 14 Juin 1861 seront remis  
aux autorités françaises; ceux dont la peine expire  
avant cette date finiront leur temps dans cette prison  
Sarde, mais le Gouvernement français tiendra compte  
de leur nourriture au Gouvernement Sardinien à dater  
du 14 Juin 1860.

art 10) On y ~~est~~ stipule la remise par chaque  
gouvernement des archives pouvant intéresser  
l'autre.

art 11) Exemption de droits pour les outils et machines  
Sardes servant au percement de Mont - Louis.

art 12) Exemption de droits pour le transfert de  
mobiliers pendant le délai d'option d'un au de



<sup>Sup</sup> Savoir en Sardaigne et vice-versa. (L'art. 11 n'est appli-  
cable qu'aux objets portant trace d'usage.)  
art 13) Les agents à caution ne seront déchargés que  
quand la douane du pays voisin les aura revêtus.  
D'un certificat constatant qu'elles y ont été réguliè-  
rement et intégralement reconnues.

art 14) nous n'avons pu saisir l'ensemble de cet art.  
art 15) le Gouvernement français tiendra compte au  
Gouvernement Sardes des remboursements dus par les  
provinces adhés. Il stipule la remise des documents  
contenant la liste des agents - droit.

Un Décret Impérial du 8. Septembre 1860  
autorise les Sociétés anonymes et autres associations  
commerciales ou financières formées en Sardaigne à  
exercer leurs droits en France. Il fait de tout  
point conforme à celui du 7 mai 1859 autori-  
sant les Sociétés Turques et Égyptiennes.

Il serait sans doute intéressant, et ce  
sujet rentrerait un peu dans le cadre de cette étude  
d'analyser la convention du 9. Septembre 1860  
entre la France, l'Autriche et la Sardaigne  
pour la liquidation du Mont-Combaudo - Veste.  
Mais comme cette convention a été conclue en exécution  
du traité de Trévise et que nos notions financières

<sup>trois</sup>  
sont ~~limités~~ <sup>restreints</sup> pour entreprendre. Van Douner  
même un exposé sommaire, nous passons.

Citons pour mémoire: la convention du 28 Sep 1860  
sur l'accord relativement à la délivrance de Primes  
pour l'arrestation de marins déserteurs, et arrivons  
à la dernière clause de notre art IV relatif au  
Mont-Cenis.

7 mai 1862: Convention pour le percement du Mont-Cenis  
Le percement sera exécuté par les soins et sous la  
responsabilité du Gouvernement Italien. Le Prince du  
Gouvernement français et fixé à forfait à 14 000 000 fr  
si les travaux ont une durée de 15 ans à partir  
du 1 Janvier 1862. S'ils sont exécutés plus rapidement  
le <sup>dit</sup> Gouvernement français  
s'engage à payer une prime de 500 000 frs pour  
chaque année au dessous de la vingt-cinquième, et de  
600 000 s'il est achevé en moins de 15 ans.

art 19) Les deux Gouvernements s'engagent à faire rejoindre  
leurs lignes de Chemin de Fer au torrent de St.  
Louis; du côté Italien par une ligne de Genes  
à Ventimille; et du côté français de Vint à la  
frontière



art V :

En exécution de cet article du traité de Turin, l'article 2 du décret du 26 Septembre 1860 stipule que les Procureurs encaus pris de chacune des juridictions antérieurement au 31 décembre 1859 sont de préférence nommés avoués. Ils sont dispensés des conditions d'âge et d'étude exigées par la loi française; ils doivent verser naturellement un cautionnement; ils prêtent serment, jouiront du droit exclusif de postulation et du bénéfice accordé aux avoués du territoire français par l'art 91 de la loi du 28 Avril 1816. Ceux des avoués qui ont reçu du Gouvernement l'ordre des titres de rente représentant la valeur de leur office sont tenus de les restituer. Ils s'obligent en outre à verser un capital afin d'indemniser les procureurs qui n'auraient pas été compris dans l'organisation nouvelle quoique établis avant le 31 décembre 1859.

La Réduction des offices de notaires s'opérera par voie de déchéance, de démission, de destitution ou décès.

art 3) Les notaires actuellement en fonctions sont institués dans les résidences qui leur ont été assignées par les décrets de nomination à la charge :

1) De prêter serment, 2) De verser un cautionnement dans le délai de deux mois 3) De s'engager à contribuer à l'indemnité du notaire dont l'office serait supprimé.

art 5) Les exigences de la loi française sont suspendues du moment que les candidats auront satisfait aux prescriptions de la loi Sardes. Les autres articles entrent dans des détails sur les actes relevant du notariat.

Cautionnements: Les agents ayant géré des emplois pour le compte du Gouvernement Sardes, qui avaient usé de la faculté de fournir leurs cautionnements en immeubles ou en inscriptions de rentes sur l'Etat seront tenus de les convertir en numéraire, au délai de six mois leur est accordé pour la réalisation des fonds. Les receivers de établissements de Bienfaisance conserveront la faculté de fournir leurs cautionnements en Immeubles ou Rentes sur l'Etat mais les rentes Sardes devront être échangées contre des rentes de la dette Publique de France.

Il sera procédé dans les 6 premiers mois de 1861 à la révision des cautionnements des divers agents. Les Excedants que cette révision fera ressortir seront immédiatement remboursés aux ayants droit. Les



agents dont le cautionnement devra être augmenté auront un délai de 3 mois à dater de la fixation du nouveau cautionnement, pour effectuer le versement du supplément qui leur sera imposé. Cette disposition ne s'applique pas à ceux qui auraient été appelés depuis l'annexion à des emplois dont le cautionnement serait supérieur à celui qu'ils avaient précédemment fourni. Dans ce cas le supplément à verser serait immédiatement exigible.

Décret du 28 Juin 1860. Les officiers passant du service de Sardaigne au Service de France, seront admis à prendre rang dans les cadres français, chacun suivant son ancienneté de grade ou de rang. L'incorporation dans les cadres français n'aura lieu que sur la demande faite par chaque officier et après qu'il aura été délié du Service de Sardaigne. Les services qui auront été rendus au royaume de Sardaigne seront comptés suivant la loi française, à l'égal de ceux qui seront rendus à la France pour établir les totales à la pension de retraite et à toute autre récompense.

Il faut bien admettre que de pareilles mesures peuvent avantager les nouveaux annexés dans le cas par exemple où dans l'armée du pays annexé,

la naissance contribuait à donner un faveur dans l'armée.

Il en est de même pour tous les posts s'obtenant en France par concours. alors qu'ailleurs ils sont laissés à la nomination du Gouvernement.

art VI Cet article, sur lequel nous n'insisterons pas beaucoup, garantit à chacun la nationalité de son choix. Il contient ceci: Les Sujets Sardes, originaires de la Savoie et de l'arrondissement de Verc, ou domiciliés dans ces provinces auront un an pour faire leur déclaration .... et, et.

Deux catégories d'individus étaient donc comprises dans le changement de nationalité, et pour modifier quelque-chose aux stipulations du traité il faut agir.

Ceux de us originaires (natifs du pays) qui restaient tranquillement au delà des monts sans faire de déclaration devenaient Français rentrant par là dans la masse des individus désignés par le traité. Les cours et tribunaux français ont toujours reconnu la nationalité française à ceux qui avaient négligé d'opter pour l'Italie.

Mais cet article, dont il aurait été si aisé de faire.



un modèle contiendrait encore une autre lacune  
relativement aux mineurs. N'aurait-il pas été  
en effet facile dans une cession amicale comme  
celle-là de retarder l'ouverture du délai d'option  
pour les mineurs, jusqu'au moment où ils  
auraient atteint leur majorité?

On voulut éclaircir certains points obscurs et on  
embranilla encore la question. Il fut le Révêlant  
du fameux décret du 30 juin 1860. L'acte est  
en contradiction manifeste avec le traité, acte bilatéral,  
lorsqu'il arrête que les sujets Sardes majeurs domi-  
ciliés dans la Savoie et Nice pourront pendant  
le cours d'une année réclamer la qualité de  
Français. Ce qui est regrettable c'est que la  
majorité des Tribunaux se sont refusés à cet acte  
au lieu de mettre en évidence la contradiction  
et de se prononcer dans le sens du traité de  
Turin, qui s'imposait comme acte synallagmatique  
et bilatéral. On a cherché à exécuter cet décret  
en prétendant qu'il visait les individus ayant  
transporté leur domicile depuis le traité et  
ne tombant par conséquent pas sous ses articles.  
Alors l'absurde l'acte du 30 juin 1860 deviendrait  
unilatéral, car cela aurait été du domaine

Législatif et un décret ne pourrait trancher une pareille question.

Vous venons de parcourir le Traité de Turin Du 24 mars 1860. Vous avez assisté à son application, malgré bien des critiques surtout sur cet art VI nous avons vu qu'on avait fait à ce moment de tels efforts pour ne lésér aucun droit acquis. Il peut être <sup>considéré</sup> aussi bon dans sa forme que dans ses préliminaires et la façon dont il a va le jour comme un progrès dans le droit des gens. Ce n'était pas la Suisse, mais des traités plus récents, et entre autres, hélas, ce malheureux traité de Francfort du 10 Mai 1871 ont violé tout autrement les principes qui devaient guider les peuples à une époque comme la nôtre.



# René Laroche Question d'Orient.

Le fameux problème qui s'appelle la « Question d'Orient », et qui après avoir été l'une des préoccupations de l'Europe féodale sous la direction de la Papauté, est aujourd'hui encore l'une des principales inquiétudes de l'Europe moderne, guidée par la civilisation occidentale, se divise par une coïncidence, qui est loin d'être fortuite en deux époques, à peu près correspondantes à ces deux genres de politique.

Bien que la bataille qui a commencé pour eux l'ère des défaites soit en grande partie l'œuvre de la papauté, les Musulmans ont été victorieux aussi longtemps que le système de la Politique féodale a subsisté. L'événement qui marque fixe la ligne de démarcation entre leurs succès et le déclin de leur fortune est la bataille de Lepante 1571. Un peu auparavant le roi très-chrétien avait fait une alliance avec le chef des Infidèles, la politique moderne apparaît. Aussitôt que le système de l'équilibre européen, que ces principes nouveaux se furent

qui ne devaient être sanctionnés que par d'un  
siècle plus tard aux traités de Westphalie et  
furent faits pour la séparation commencée pour  
l'empire turc. En s'alliant aux chrétiens, ils  
commettent une infraction au Coran qui leur  
contraire; car les peuples européens, et surtout  
l'Angleterre qui dans les moments les plus  
critiques prendra leur cause en main, n'agis-  
sent pas dans un sentiment de générosité. Ils  
peuvent cacher leur jeu, mais en défendant  
Constantinople, ce sont leurs intérêts qu'ils  
défendent.

Cette division indiquée, nous l'observerons dans  
la narration des événements. La première  
partie s'étend depuis l'époque où les chrétiens  
ont fait la connaissance des Turcs, c'est à  
dire leur marche ascendante de ces derniers;  
jusqu'au jour où les états européens prenant  
la défensive (16<sup>siècle</sup>) cessent de se liquer contre  
l'ennemi commun. La seconde voit la Turquie  
s'allier avec les peuples qui y trouvent leur in-  
térêt; elle garde encore un rôle parfaitement in-  
dépendant; Mais après l'affranchissement de  
la Grèce et le traité d'Andrinople 1829 et les con-  
cessions faites aux Russes après 1832, nous nous  
arrêterons, car la Turquie n'est plus elle même  
et une phase absolument nouvelle fait place  
à celle que nous avons à traiter.



Les Turcs sont le peuple conquérant; ils jouent le premier rôle, occupons nous exclusivement d'eux.

"Dis qu'il y a eu des Turcs en Europe, la question d'Orient a existé", dit-on souvent; peut-être n'est-il pas téméraire de dire qu'elle est encore plus ancienne. La lutte remonte aux croisades, mais elle a changé de causes. Autrefois la chevalerie défendait les Lieux Saints, aujourd'hui l'Intérêt convoitait Constantinople.

L'Empire Grec séparé de l'Occident depuis le IX<sup>e</sup> siècle, succombait dans des discussions pueriles; les Turcs profitant de cette décadence et s'alliant avec les factions qui divisaient l'Etat entrèrent en Europe. Tantôt par leurs exploits guerriers, tantôt par des ruses habiles; sous la conduite des Amirs, des Bajazets et des Mahomets, il s'emparèrent successivement, malgré la défense de quelques chefs héroïques tels que Scanderbeg, Jean Hunyadi et d'autres de toutes les provinces de l'Empire. Rien ne peut résister à la supériorité de leurs institutions militaires; les peuples chrétiens s'émurent au moment, en voyant Bajazet I<sup>er</sup> entrer en Hongrie après avoir soumis la Macédoine et la Thessalie; renouvelant les vains efforts des croisades, les chevaliers bardi de fer ayant à leur tête Jean de Vivers (futur duc de Bourgogne) vinrent se faire battre sur les

lignes ottomanes, enlevant ainsi tout espoir à  
l'infortuné Sigismond de Hongrie 1396.

Lamerlan lui-même ne les détourna qu'un  
instant de leur marche sur Constantinople;  
de jour en jour ils s'en rapprochaient, tout le bassin  
du Danube était entre leurs mains depuis la  
bataille de Larovie.

Le 28 mai 1453, ils entrèrent à Constantinople,  
et ses peuples d'épuisés encore par la  
guerre de cent ans, apprirent presque avec indif-  
férence la chute de la capitale de l'Empire Grec.  
Mahomet II. après avoir triomphé de Constantinople  
et continuant ses conquêtes, en vertu du principe  
« La terre est aux croyants; l'enfer aux infidèles »,  
s'empara du duché d'Athènes, de la principauté  
de Morée, de l'empire de Trébizonde — il assiégea  
Belgrade, soumit la Bosnie, l'Herzégovine,  
Végrepout, l'Albanie, dont le vaillant héros Jean-  
Durbeg était mort.

Immédiatement après lui les rapports changèrent  
déjà; un de ses fils Izmir vint se réfugier auprès  
de Charles VIII pour échapper à la vengeance de  
son frère. Cependant en 1520 l'Empire Turc  
arriva à son plus haut degré de prospérité avec  
l'avènement de Soliman II le Magnifique.



Belgrade est emporté d'assaut 1511, les chevaliers  
Hospitaliers sont chassés de l'île de Rhôdes 1522  
malgré la bravoure de Pierre d'Autusson.  
Enfin, profitant de l'état de la Hongrie en déca-  
dence depuis Mathias Corvin, il gagne la fameuse  
bataille de Mohacz 1526; le roi Louis II dernier  
descendant des Jagellons y fut tué et les Turcs  
se sentent assez forts pour soutenir Jean Zapolie  
contre le propre frère de Charles Quint.

Tier de son alliance avec François I, il marche  
sur Vienne 1529 et après 29 assauts soutenus par  
le comte de Salts, il renoue à s'emparer de la  
capitale des Habsbourg. Deux années plus tard,  
ayant repris ses projets, il fut retenu par la  
petite place de Gantz, ce qui permit à Charles Quint  
de lever 100 000 hommes; Catholiques et Protestants  
combattirent dans les mêmes rangs pour  
repousser l'ennemi commun. C'est dire quelle  
était la puissance des Turcs à cette époque, et la  
 crainte que leurs armes inspiraient à l'Europe  
pour réunir dans un effort commun des hommes  
aussi irréconciliables, et qui allaient se rencontrer  
sur tant de champs de bataille.

Les peuples chrétiens sont d'origine slave sont sous  
le joug; et on supprime tout ce qui peut leur rappeler  
leur religion et leur indépendance. Et cependant, c'est  
est fini; la Turquie devient stationnaire, en attendant

La défaite navale de Lépante, elle reprendra  
encore parfois l'offensive; les Sultans vont  
languir et s'amollir dans les plaisirs enervants  
du sérail, les Janissaires deviendront des prétoriens  
insolents; enfin surtout le grand mouvement de  
la réforme combiné avec les découvertes, les progrès  
de la civilisation vont transformer la face de l'  
Europe.

Toutefois dans la seconde phase de cette histoire,  
la Turquie a cessé d'être menaçante, les intérêts  
plus ou moins disputés des puissances, leurs  
ambitions plus ou moins légitimes éclatant, la  
Russie sort des glaces de la Sibirie pour devenir  
une puissance européenne et la grande préoccu-  
pation de l'Europe devient de savoir: qui héritera  
des lambeaux de la Turquie? Il faut s'avouer  
presque tout le monde veut y trouver sa part,  
mais quelques uns des états sont par leur  
position même mieux en mesure de mettre  
leur projet à exécution.

La Russie a une <sup>triple</sup> double raison: elle est sa voisine,  
elle se considère comme chargée d'émanciper les  
peuples chrétiens de la servitude des Balkans,  
enfin c'est une nation toute jeune. Pour elle  
le démembrement de l'empire turc est une question



a la fois nationale, religieuse et politique: les ~~les~~  
les passions religieuses et nationales sont les mêmes;  
or le czar est le chef de la religion grecque,  
le détroit des Dardanelles est le débouché de la  
mer Noire. Le fameux testament de Pierre le  
Grand, qui est plutôt le summum des ambitions  
de la Russie, que l'acte d'un grand homme, assu-  
me aux Russes Constantinople comme but  
de leurs efforts. Que de liens durent entre la Russie  
et les Grecs d'Orient! toujours le patriotisme cher-  
cha à persuader aux ~~souverains~~ souverains que  
les Grecs les considéraient comme leur propre  
chef; c'est après avoir insinué ces idées à la  
zarine Anne que Munich en 1725 conjura la  
Moldavie qui le vint en libérateur et imposa  
aux Turcs la paix de Belgrad 1729.

C'est au nom de la foi et presque au cri de  
« Dieu le veut » que la grande Catherine entrai-  
na ses peuples à la conquête de ~~de~~ sa porte  
de la mer Noire, et qu'elle réussit à l'affaiblir  
sensiblement.

Sur les instigations de notre ambassadeur Mr  
de Vergennes, Mustapha III déclara la guerre  
à la Russie, en envoyant son représentant  
au château des Sept Tours sous le prétexte  
d'un massacre de Musulmans à Balta  
mais en réalité pour soutenir l'indépendance

De la Pologne. Les débuts de la guerre furent  
heureux, les troupes russes étant en Pologne,  
malheureusement le désastre de Choczim 1769,  
la prise d'Imail et le passage du Dniepr  
par Romanzoff démontrèrent la supériorité de  
la Turquie. Le désastre maritime d'Ekhesmi-  
n n'était pas fait pour la relever 1770; et déjà  
on pensait à s'emparer immédiatement de  
Constantinople, lorsque les manœuvres maladroites  
d'Orloff en Epire compromirent pour la Russie  
le résultat de la campagne. En 1774 Roman-  
zoff pénétra de nouveau en Bulgarie et le  
traité de Kainardji eut pour la Porte, Kertsch,  
Jenikali, la grande et la petite Kabardie, le  
territoire entre le Dniepr et le Boug; elle au-  
rait la libre navigation de la mer Noire  
La Crimee et le Kouban furent incorporés à  
la Russie en 1783; et quatre années plus  
tard, l'athénien visita ces provinces avec son  
favori Potemkin, qui ne trouva rien de mieux  
pour lui plaire que de faire dresser à Kherson  
un arc de triomphe avec cette inscription: « Ici  
est le chemin de Byzance », Darest elle  
s'entendait avec Joseph II pour troubler  
les provinces du Sultan; et elle donnait à  
son petit fils le nom de Constantin, ce qui est  
significatif



Nouvelle invasion russe en 1789 qui a pour conséquence la paix d'Assy 1792; le Divan cède la Crimée, le Kouban, et le territoire entre le Bough et le Dniestr. Peut-être les insurrections de la Pologne empêchèrent-elles Cathérine de frapper un coup décisif à cette époque. Pendant toute la révolution française, la Turquie fut en guerre plus ou moins ouverte avec la Russie. Mais ces derniers qui avaient compté sur les promesses de Vapolev à Teflis, à la veille d'entreprendre une lutte définitive avec lui conclurent avec la Porte la paix de Bucharest 1812; la Bessarabie et un tiers de la Moldavie en sont le prix. Enfin le traité d'Andrinople 20 août 1829 marque la première étape de l'affranchissement des peuples slaves, car il donna à la Russie non seulement les Bouches du Danube, mais encore le protectorat des principautés danubiennes, quoique le Pruth et le Bas-Danube aient continué à servir de limites aux deux états.

Dureté loin d'être impériale le Gouvernement russe s'est toujours appliqué bien plutôt à gouverner la Turquie en la protégeant. Il se contente de faire la Diadème accomplir son œuvre et s'habile avec laquelle la Russie a profité des fautes, des vices même des gouvernants Turcs et administrés.

En outre les Russes sont un peuple jeune, beau-  
coup plus rapproché de race que nos pays d'  
origine latine et ils traitent <sup>d'une façon</sup> relativement  
facilement avec eux; et les deux peuples quoiqu'  
en lutte continuelle ne se détestent pas.

Constantinople est ~~donc~~ l'objectif de ces armées, un point  
doit donc toujours être ouvert entre la Turquie et  
la Russie; c'est ce qui explique pourquoi les rap-  
ports entre ces deux puissances <sup>ont besoin</sup> ~~doivent~~ être plus  
longuement racontés.

L'Autriche pour une politique à deux faces, elle  
se montre tantôt le défenseur de l'empire ottoman  
tantôt elle ne demande qu'à prendre part au  
butin. Metternich l'a clairement déclaré, et c'est  
dureté la même ligne de conduite qu'envers la  
Pologne. En général elle est plutôt opposée à  
tout ce qui peut soulever la question d'Orient.  
D'un autre côté il lui est difficile de rester neutre  
en cas de guerre entre la Russie et la Turquie.  
Longtemps exposée aux coups des Ottomans, elle a  
défendu plusieurs fois Vienne, elle a livré et  
gagné les batailles de St Gotthard, enfin avec  
les Russes Joseph II pour s'arrondir adopta  
une politique d'agression qui amena la  
paix de Sistova.



La Prusse ne touche pas à la Turquie, aussi  
n'a-t-elle eu avec elle que des rapports  
momentanés, suivant les besoins de sa po-  
litique et ses rapports avec la Russie  
et l'Autriche. Pour elle ce n'est qu'un  
moyen d'influence sur des affaires inté-  
rieures avec ses voisins immédiats.

Depuis 1830 époque à laquelle nous nous avan-  
çons la situation respective de la Prusse et  
de l'Autriche ayant totalement changé,  
leurs intérêts dans la question d'Orient ont  
cessé d'être les-mêmes.

L'Angleterre qui est elle des puissances les  
plus éloignées de Constantinople est aussi  
celle qui y a un intérêt majeur. C'est pour elle  
la route des Indes, elle ne saurait être entre des  
maîtres ennemis, le langage de l'Angleterre était  
déjà très-net à ce sujet lorsque des caravanes  
traversaient l'isthme; aujourd'hui depuis le  
percement du Canal de Suez la question est  
encore beaucoup plus sérieuse; elle possède tous  
les points importants de la Méditerranée et  
ne saurait souffrir qu'aucun autre état  
y domine. De plus l'Angleterre est la puis-  
sance <sup>musulmane</sup> la plus considérable du globe et elle

a tout intérêt à ménager le Chef de ses 200 millions de sujets de l'Inde qui siège à Constantinople. L'orgueil & l'imagination anglaise s'était éprise d'un beau rêve cependant pour l'indépendance de la Grèce, et elle y fut reprise par un de ses plus grands vices, Lord Byron; peut-être le protectorat qu'elle exerçait sur les Îles Ionniennes depuis 1815 n'y fut-il pas indifférent?

Sur ce terrain, elle sent qu'elle combat la Russie aussi efficacement qu'elle pourrait le faire au centre de l'Asie où cette dernière gagne toujours. Deux ~~terres~~ ennemis si bien qu'elles sont fatalement condamnées à s'y rencontrer un jour.

La Question d'Orient nous touche nous-mêmes de près; jusqu'à l'époque de la conquête de l'Algérie qui correspond aux à la limite du sujet; nous avons suivi presque régulièrement la même politique à l'égard de la Turquie et cela parce que nous y trouvions notre avantage.

François I<sup>er</sup> sous une apparence de légèreté fit preuve d'un <sup>profond</sup> esprit politique considérable, en se mettant au dessus des préjugés de son temps, il comprit que l'intérêt politique chez un peuple qui n'est plus tout fait païen se fonde souvent de l'intérêt religieux et il s'allia avec Soliman II pour lutter contre la Vp. d'Autriche.



On 18<sup>ième</sup> siècle on regardait les Turcs comme l'ennemi commun, aussi ne voulant pas braver trop ouvertement l'opinion publique naissant, il se contenta d'un traité de commerce qui ouvrit aux Français le commerce de l'Orient, et nous assurait en nous accordant la protection des deux saints une influence que nous avons long temps conservé dans le Levant. La rivalité entre la France et l'Autriche ayant duré jusqu'à la guerre de Sept ans; nous n'avons guère eu le loisir de changer de manière de faire.

Cependant Louis XIV soucieux d'anéantir la suprématie sur la ligue du Rhin, et d'imposer aux princes allemands d'être qu'à cette règle; Lorsque le grand vizir Achmet Köprülü sur les conseils du prince de Transylvanie Michel Apaffi envahit l'Autriche Louis XIV confia 10 000 h de magnifiques troupes à Coligny et à La Feuillade, qui contribuèrent au gain de la bataille de St Gotthard, qui marqua la dernière marche offensive d. l' Islamisme 1667.

L'alliance turque après nous avoir servi contre l'Autriche, nous sera utile pour protéger l'infortuné Pologne, et M<sup>r</sup> de Choiseul pressait M<sup>r</sup> de Vergennes d'exciter les Turcs contre les Russes pour leur mettre dans

ennemis sur les bras et faire ainsi diversion  
en Pologne.

Napoléon I maintint la politique tradition-  
nelle de la France à l'égard du sultan; il  
<sup>placa</sup> ~~substitua~~ toujours auprès de lui, des hommes  
de valeur, comme Sebastiani. Il est vrai  
qu'un instant à Erfurt, pour s'assurer  
l'amitié de l'empereur Alexandre, il fit  
d'un peu larges concessions de ce côté; mais  
il s'en repentit bientôt, et le mot célèbre qu'il  
prononça à Tilsitt: "Constantinople jamais,  
c'est l'empire qui demande", alors que le  
czar lui demandait de se lever sur ce point, lui  
revint bientôt à la mémoire. C'est pour  
avoir tergiversé, et s'être opposé à l'actualisation  
par les armées russes des promesses d'Erfurt, que  
l'alliance des deux empereurs fut rompue et  
que la campagne de 1812 ~~est~~ eut lieu.

La Restauration aurait peut-être manqué  
encore une fois à cette alliance ~~traditionnelle~~ <sup>perdue</sup> perdue,  
taide pour s'assurer l'appui de la Russie,  
mais, on ne lui en laissa pas le temps.

Quant à ces populations chrétiennes, si long-  
temps asservies par les Turcs, elles ont existé  
à travers les âges, elles n'ont jamais eu  
au siècle dernier.



V Mais l'indépendance de la Grèce, à laquelle toute l'Europe prit part, attira l'attention sur elles, et la Russie en protégeant leur religion, protégea leur indépendance nationale. Leurs liens de vassalité se sont tous relâchés et ils marchent tous vers l'indépendance.

Telle était la situation des divers puissances, au moment où le traité de Unkiar-Skelessi ouvrit aux Russes le Bosphore <sup>1833</sup>. A cette époque comme aujourd'hui, on considérait la Turquie comme entièrement païenne et le vœu général était de la réformer.

De tous ces événements il faut conclure, que les Turcs soutenus par des puissances intéressées, donnaient part, et par un fanatisme qui se réveille à l'heure de la lutte suprême sont encore solides en Europe. Rappelons nous que dès leur origine, fidèles observateurs de la guerre sainte prêchée par le Coran, ils s'emparent des Lieux saints et de l'Espagne. Malgré l'assaut donné par plusieurs siècles de foi au Moyen Age; ils sont encore maîtres des premières; il a fallu à l'énergie sans bornes des Espagnols sept siècles pour reprendre la citadelle de Grenade.

Il n'y a pas à en douter: les Turcs  
sortiroient de l'Europe<sup>me</sup> dans des conditions  
aussi terribles que celles dans lesquelles ils  
y sont entrés.

René Laroche

Fi